



HAÏTI
L'expertise québécoise part au secours du système de santé
Page A 2



TORONTO
Le nouveau maire haussera les tarifs des transports en commun
Page A 4

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CII N° 2

LE MARDI 11 JANVIER 2011

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

Brise électorale à Ottawa

■ Les conservateurs annoncent une série d'investissements

■ Ignatieff et Layton partent en tournée

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Ottawa — Un chef de l'opposition qui part en mission dans des circonscriptions détenues par des adversaires; des membres du gouvernement mobilisés d'un océan à l'autre pour annoncer des investissements dans les prisons; des activités de financement électoral qui font controverse. Les travaux parlementaires ne reprendront que dans trois semaines à la Chambre des communes, mais les signes avant-coureurs d'une élection se font déjà

Les projets carcéraux dévoilés hier visent « à garder les criminels dangereux derrière les barreaux »

Alors que le chef libéral, Michael Ignatieff, entamera demain sa tournée «20/11» (20 circonscriptions en 11 jours), les conservateurs se sont déployés à travers le pays hier pour vanter des initiatives du gouvernement et marteler un message central de leur programme: celui de la sécurité publique. Des conférences de presse ont été organisées à Gravehurst et à Kingston (Ontario), à Edmonton (Alberta) et à Cowansville pour détailler des investissements de

158 millions dans huit prisons du pays. Un total de 634 lits seront ajoutés aux effectifs existants.

À Gravehurst, le ministre Tony Clement a été mis à contribution pour annoncer que 10 millions serviraient à agrandir de 50 lits l'établissement correctionnel de Beaver Creek. À Cowansville, la députée Shelly Glover a indiqué qu'une enveloppe de 73 millions avait été accordée pour ajouter 96 places à la prison locale, de même que 96 autres places à Donnacona, près de Québec. Dans l'Ouest, c'est le député

VOIR PAGE A 8: OTTAWA



AGENCE FRANCE-PRESSE

TUNISIE

L'agitation gagne en intensité

■ À lire en page A 5

INDEX

03	7 783 13 40283 0 10	Announces..... B 4	Idées A 7
		Avis publics... B 5	Météo B 6
		Culture B 8	Monde A 5
		Décès B 4	Mots croisés. B 6
		Économie B 1	Sudoku A 5
		Éditorial A 6	Télévision B 7



SAUL LOEB AGENCE FRANCE-PRESSE

Tout comme le président Barack Obama à la Maison-Blanche, le personnel du Congrès américain a observé une minute de silence, hier, devant le Capitole, en mémoire des six personnes mortes sous les balles de Jared Lee Loughner.

Tragédie de Tucson

Des médias lancés à la recherche d'une cause

STÉPHANE BAILLARGEON

C'est reparti. S'il y a un effet, il faut bien une cause. Tout symptôme découle d'une maladie. Et les médias aiment bien jouer le docteur au chevet du monde malade.

Un jeune homme de 22 ans a tiré sur l'élue démocrat

Gabrielle Giffords samedi, tué ou blessé une vingtaine de personnes qui participaient à un meeting politique. S'agit-il du crime d'un fou à jamais insondable, selon une lecture psychologisante? Faut-il plutôt y voir la conséquence du débat politique plus violent depuis l'élection du président Obama, d'après une option sociologisante?

«Nous avons moins de sympathie pour les jugements à l'emporte-pièce observés ce week-end»,

VOIR PAGE A 8: TUCSON

■ L'éditorial de Serge Truffaut, page A 6: La jungle

LA BASSE-CÔTE-NORD LE QUÉBEC DU BOUT DU MONDE



MONIQUE DURAND

Le village de Rivière-Saint-Paul, dans la partie est de la Basse-Côte-Nord. Dans cette région négligée par Québec, un fort sentiment d'appartenance à la province de Terre-Neuve s'est développé.

Terre-Neuve agit tel un aimant

Nous ne savons rien ou presque de la Basse-Côte-Nord, pays de 6000 habitants oublié aux confins de la terre québécoise, qu'aucune route ne relie au reste du Québec. Notre collaboratrice Monique Durand s'est rendue cet automne dans cette contrée immense et superbement ignorée. Voici le deuxième article d'une série de trois.

MONIQUE DURAND

Il pleut des trombes glaciales sur la petite gare maritime de Blanc-Sablon. Une préposée crie «Reservations are now closed!». L'Apollo appareillera dans une heure, avec sa charge d'humains et de véhicules. C'est le traversier qui fait la navette quotidiennement et dix mois par année entre Blanc-Sablon et St. Barbe, à l'extrême nord de Terre-Neuve. La traversée du détroit de Belle Isle dure 90 minutes.

Lianda Joncas, 28 ans, une employée de la municipalité de Blanc-Sablon, s'en va chercher son compagnon à Corner Brook, sur la côte ouest de Terre-

Neuve. Il était parti travailler depuis six mois sur un chantier de construction tout près de Toronto.

Sauf dans le domaine de la pêche, les possibilités d'emplois sur la Basse-Côte-Nord sont rares. Le village de Vieux-Fort, par exemple, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Blanc-Sablon, se vide littéralement de ses humains au printemps. Cent hommes et femmes, sur une population d'à peine 350, partent travailler à l'extérieur. Ils vont «faire leurs timbres» dans les camps de chasse et de pêche du Nord québécois ou de l'Ouest canadien. Ou sur les chantiers, surtout ontariens. Ils reviennent chez

VOIR PAGE A 8: AIMANT

Le retour du « Et »

Trente ans après la disparition du trio comique Paul Et Paul, Jacques Grisé remonte sur les planches

FABIEN DEGLISE

La conjonction de coordination veut devenir le sujet. Près de 30 ans après la disparition du groupe d'humoristes Paul Et Paul, Jacques Grisé, qui, aux côtés de Serge Thériault et de Claude Meunier, a donné vie entre 1976 et 1981 à ce trio comico-absurde, se prépare à remonter sur la scène dans quelques jours à Montréal. Seul.

Le «Et», comme on l'appelait à l'époque, revient de loin: d'une autre époque, d'une thérapie de couple, d'une profonde peine d'amour qu'il commence à peine à digérer, de la mort de son père, d'une carrière en dents de scie dans les coulisses de la télévision pendant trois décennies... Une histoire

VOIR PAGE A 8: GRISÉ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Je me suis rendu compte que j'avais vécu assez d'aventures amusantes pour monter un spectacle», dit l'ancien «Et» de Paul Et Paul, Jacques Grisé.

RENÉ HOMIER-ROY
EN SEMAINE 5H

Aujourd'hui, rencontre avec la nouvelle star de la série américaine *The Borgias*, le Québécois François Arnaud.

Réalisation: Julie Brunet

95,1 FM
PREMIÈRE CHAÎNE

Radio-Canada.ca/bienmeilleur

ACTUALITÉS

UN AN APRÈS LE SÉISME EN HAÏTI



JORGE SILVA REUTERS

La Croix-Rouge s'est jointe au CHU Sainte-Justine, à la Direction de santé publique de Montréal et à l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal pour reconstruire les soins de santé en lambeaux de quatre communes du Sud-Est d'Haïti. Le projet de 25 millions s'étendra sur cinq ans.

L'expertise québécoise part au secours du système de santé haïtien

LOUISE MAUDE
RIOUX SOUCY

Outre l'accès aux médicaments qui demeure problématique en Haïti, c'est d'abord de formation que le fragile système de santé haïtien a maintenant le plus besoin. Le défi est titanesque, de l'aveu même de la Croix-Rouge canadienne. Celle-ci pourra néanmoins compter sur l'expertise de partenaires québécois qui se sont engagés hier à redresser la santé du pays, un projet ambitieux qui s'inscrit dans le long terme après l'urgence des derniers mois.

Depuis le séisme, c'est le plus pressant qui a guidé toutes les actions de la Croix-Rouge canadienne. Mais l'heure est venue de faire quelque chose de «plus durable», a expliqué hier son secrétaire général, Conrad Sauvé. Aidée du CHU Sainte-Justine, de la Direction de santé publique de Montréal et de l'Unité de santé internationale (USI) de l'Université de Montréal, l'organisation s'est engagée hier à reconstruire les soins de santé en lambeaux de quatre communes du Sud-Est. Un projet de 25 millions qui s'étendra sur cinq ans.

Les efforts iront au-delà de la reconstruction des infrastructures — dont le seul hôpital de

ce département d'un demi-million d'habitants, celui de Jacmel — pour s'attaquer aussi à la qualité des soins, spécialement ceux destinés aux mères et aux enfants. «En Haïti, où nous sommes présents depuis une quinzaine d'années, il y a un très gros problème relié à la compétence des ressources humaines, à leur distribution géographique et à leur motivation, problème aggravé par l'impuissance relative du gouvernement haïtien», explique Lucien Albert, directeur de l'USI.

Question de coordination

À Jacmel, mais c'est aussi vrai ailleurs en Haïti, l'absence de coordination est encore largement déplorée sur le terrain, poursuit M. Albert. «Il y a beaucoup d'intervenants qui font des choses intéressantes, mais, parfois, ils se dupliquent. Il y a aussi des besoins auxquels on ne répond pas parce que l'organe régulateur n'est pas là pour mettre un peu d'ordre.» Le programme lancé hier vise justement à combler ces lacunes en renforçant la capacité des cadres à «gérer la santé».

L'USI ne part pas de zéro puisqu'elle travaillait déjà à édifier une pareille structure avant le séisme. Mais les graines sont dures à semer, convient le directeur de l'USI. «On se rend compte

que, lorsqu'ils arrivent sur le terrain pour jouer pleinement leur rôle, les cadres ont beaucoup de difficultés parce qu'il n'y a pas d'équipes, pas de plateaux techniques, pas de véhicules.»

Sans oublier la concurrence que se livrent toujours les grandes organisations humanitaires, note Lucien Albert. «Franchement, je pense que cela se tire encore plus que cela ne se coordonne. Autant au niveau des organisations des Nations unies que des organisations locales sur le terrain.» Puisqu'elle est située dans une enclave, la région de Jacmel risque de mieux se plier à l'initiative lancée hier. D'autant que les organisations humanitaires y sont moins nombreuses et, donc, moins territoriales.

Le défi demeure immense, convient le D^r Alix Adrien, mé-

decin-conseil à DSP de Montréal. Mais pas irréaliste. «L'expertise québécoise en matière de santé est exportable, nous l'avons déjà fait au Salvador.» C'est aussi l'opinion de Joseph Hubert, vice-recteur à la recherche et aux relations internationales de l'USI. «Cinq ans, c'est pour replacer les choses et en même temps commencer à semer ce qu'il faut faire après.» Des leçons qui peuvent durer comme l'a récemment montré un projet de l'USI au Burkina Faso.

Lenjeu, «c'est la durée dans le temps», a confirmé hier Conrad Sauvé. Le tout de concert avec le gouvernement haïtien, si chancelant soit-il. «Le gouvernement haïtien aura le dernier mot sur toutes les initiatives», a-t-il assuré.

Le Devoir

Moins de cas de choléra

Les cas déclarés de choléra ont diminué en Haïti. On compterait désormais plus de 171 300 cas en date du 1er janvier 2011, répandus dans à peu près tous les départements, selon Médecins sans frontières (MSF). Depuis le début de l'épidémie à la mi-octobre, les centres de traitement de MSF

ont permis de traiter plus de 91 000 patients. Et l'organisme souligne qu'il aura dépensé la totalité des 138 millions de dollars qu'il a reçus en dons pour son intervention de secours en réponse au séisme et à l'épidémie de choléra.

Le Devoir

Une coalition veut voir la couleur de l'argent canadien

LISA-MARIE GERVAIS

Une coalition d'organismes solidaires du peuple haïtien dénonce le manque de transparence et l'absence de vision stratégique du gouvernement canadien, qui n'aurait décaissé qu'une infime partie du montant de 386 millions \$US qu'il avait promis pour la reconstruction en Haïti pour 2010-2011.

La coalition a calculé, grâce à des données compilées par Droits et démocratie à partir d'informations fournies par l'ACDI et du site de l'envoyé spécial de l'ONU à Haïti, qu'une somme de près de 33 millions \$US avait été déboursée pour alléger la dette du gouvernement haïtien et qu'une autre somme à peu près semblable avait été consacrée aux mécanismes de coordination de l'aide. En excluant la contribution à la dette haïtienne, le Canada n'aurait déboursé pour l'instant que le tiers (31,6 %) de son engagement pour l'année 2010 pris lors de la Conférence internationale des donateurs de New York, en mars dernier.

«On dénonce cette lenteur-là qui fait perdre toute crédibilité au Canada. C'est inacceptable. Haïti est la priorité pour le Canada dans les Amériques. C'est sa deuxième priorité dans le monde», a soutenu Catherine Duhamel, avocate et membre de la CPH.

Les données fournies hier au Devoir par l'ACDI ne contredisent pas celle de la CPH. Il convient par ailleurs de souligner que le gouvernement canadien a versé 150,15 millions de dollars en aide humanitaire d'urgence depuis le séisme, ce montant étant pris dans une autre enveloppe de 220 millions qui constitue la contrepartie égale des dons faits par la population canadienne. Et les 70 millions qui sont toujours dans cette enveloppe? Ottawa affirme qu'ils sont comptés dans les montants déjà décaissés des engagements de New York. La CPH voudrait plutôt voir de l'ar-

gent frais consacré exclusivement à l'aide d'urgence.

La société civile oubliée

Suzanne Loïselle, également membre de la CPH, déplore que très peu d'argent ait été versé pour soulager les besoins concrets des gens. «Il y a [33 millions \$US] pour l'allégement de la dette. Pensez-vous qu'avec ça, les femmes violentées dans les camps voient un effet sur l'amélioration de leur condition de vie?», critique-t-elle. Concertation pour Haïti se désolent aussi du fait que le gouvernement haïtien et la population civile (syndicats, étudiants, paysans, etc.) n'aient qu'une faible voix au chapitre de la reconstruction.

En effet, selon la CPH, au sein de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, les représentants étrangers possèdent un plus grand nombre de voix que les Haïtiens. Et de tous les sièges, un seul, sans droit de vote, serait réservé à la société civile haïtienne. «C'est ça, le respect qu'on a pour la population haïtienne dans un processus de reconstruction?», lance Mme Loïselle.

En outre, la CPH s'inquiète de voir que les organisations travaillant sur les droits de la personne et ceux des femmes reçoivent moins d'argent du Canada, au profit du financement d'activités liées à la sécurité, qui profitent à des entreprises canadiennes privées. «Si le gouvernement canadien écoutait les organisations de la société civile haïtienne, il verrait que la reconstruction des prisons est loin dans la liste», note Denis Labelle, coordonnateur du Comité solidarité Trois-Rivières. «L'aide canadienne est une aide liée. Bon nombre des fonds que le Canada investit en Haïti reviennent à des compagnies canadiennes, je ne vous apprend rien là-dessus. Et le Canada n'est pas le seul», a-t-il ajouté.

La ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a dit qu'elle ferait une grande annonce aujourd'hui concernant Haïti.

Le Devoir

Jude Célestin doit se retirer de la course, selon l'OEA

Port au Prince — L'Organisation des États américains (OEA) préconise que Jude Célestin, le candidat du pouvoir, quitte la course à la présidentielle haïtienne, dans un rapport dont a eu vent un diplomate de l'ONU hier, à deux jours du premier anniversaire du séisme du 12 janvier 2010.

Le texte est un rapport d'évaluation du premier tour contesté de la présidentielle. Il a été rédigé par dix experts de l'OEA, arrivés en Haïti fin décembre. «Il sera très difficile pour [le président sortant René] Prével d'ignorer cette recommandation», a précisé la source onusienne.

La mission de l'OEA est d'avis que le chanteur Michel Martelly, arrivé en troisième position, demeure dans la course, selon cette source diplomatique qui a tenu à conserver l'anonymat.

L'annonce des résultats du premier tour de la présidentielle du 28 novembre avait provoqué des violences dans le pays, amenant M. Prével à commander ce rapport. Selon ces résultats, l'ex-première dame Mirlande Manigat était arrivée en première position avec 31 % des voix, devant Jude Célestin, qui a obtenu 22 % des suffrages.

Michel Martelly, qui conteste ces résultats, était arrivé de justesse en troisième position avec 21 %

des voix et n'avait donc pas été qualifié pour le second tour, au grand dam de ses partisans qui ont manifesté violemment dans l'ensemble du pays.

Le mandat du président sortant René Prével expire en principe le 7 février. Selon des sources diplomatiques, les ambassadeurs des pays amis d'Haïti (États-Unis, Brésil, Canada, France...) comptent appeler M. Prével rapidement après la remise du rapport de l'OEA afin de discuter de ses conclusions.

Devant le risque de nouvelles violences après la publication du rapport de l'OEA, l'ambassadeur des États-Unis, Kenneth Merten, a émis l'espoir que «tout le monde garde la tête froide».

«La mission [de l'OEA] a travaillé de manière indépendante et objective et fait des investigations poussées pour aboutir à des résultats qui soient fiables et proches de la réalité», a commenté de son côté l'ambassadeur de France, Didier Le Bret.

«La communauté internationale, en faisant le choix d'une médiation, espère que les recommandations de la mission de l'OEA, quelles qu'elles soient, pourront être suivies», a-t-il ajouté.

Agence France-Presse

LE GRAND MAGASIN À MONTRÉAL 4475, boul. Métropolitain Est. Sortie 76⁺

LAVAL Carrefour Laval⁺ RIVE-SUD Quartier Dix30⁺, Promenades St-Bruno
 OUEST Fairview Pointe-Claire⁺ MONTRÉAL Centre Rockland, Complexe Desjardins
 RIVE-NORD Place Rosemère JOLIETTE Galeries Joliette
 QUÉBEC Place Ste-Foy⁺

* Sur marchandises sélectionnées, les tailles peuvent varier selon les magasins.
⁺ Tailles fortes et élancées disponibles dans ces magasins.

Bovet.ca

BOURSE DE JOURNALISME

À GAGNER

- un stage rémunéré de 4 semaines au Devoir au moment de votre choix au cours de l'année 2011.

POUR PARTICIPER

- Être membre en règle de l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ)
 - Faire parvenir par la poste une lettre de motivation, un curriculum vitae et trois articles publiés, le tout en 5 exemplaires.

- Tous les détails au www.ajiq.qc.ca/activites/bourse-ajiq-le-devoir.php

Pour devenir membre et participer à la Bourse AJIQ-Le Devoir consultez le

www.ajiq.qc.ca/membre.php

Date limite: 31 janvier 2011

ACTUALITÉS

La quête du Graal



MICHEL DAVID

Comme tous mes collègues, j'ai été touché par les nombreux témoignages d'estime et même d'affection pour *Le Devoir* reçus au cours de la dernière année.

Du point de vue d'un chroniqueur politique, le moment le plus saisissant des célébrations du centenaire est survenu lors du colloque au cours duquel Lucien Bouchard a raconté le voyage qu'il avait fait à New York en mars 1996 pour supplier les jeunes analystes de Standard and Poor's de ne pas abaisser la cote de crédit du Québec. «*J'étais humilié*», a-t-il expliqué. Simplement à l'imaginer dégoulinant de sueur, on l'était aussi.

Malgré tout ce que l'on peut reprocher à Jean Charest, il ne s'abaîsserait sans doute pas à ce point, mais le voilà qui évoque à son tour la crédibilité financière du Québec pour justifier le maintien de l'échéancier budgétaire fixé en mars dernier, qui prévoit le retour à l'équilibre en 2013-2014.

Au printemps 1998, il avait pourtant plaidé lui-même en faveur d'un plus grand étalement des mesures d'austérité imposées par le gouvernement Bouchard afin d'atteindre le déficit zéro. À l'époque, il faisait valoir sensiblement les mêmes arguments que lui servent aujourd'hui les syndicats regroupés dans l'Alliance sociale.

Si M. Bouchard n'avait aucune raison d'éliminer son déficit plus rapidement que le gouvernement Chrétien, pourquoi M. Charest devrait-il aller plus vite que le gouvernement de Stephen Harper ou celui de l'Ontario?

Il est vrai que le Québec est proportionnellement plus endetté que ses voisins, mais un échéancier budgétaire plus serré est-il nécessairement garant d'une plus forte croissance économique, comme le soutient le premier ministre?

Il ne manque aucune occasion de vanter la bonne performance du Québec au cours de la dernière année. Il y a certainement lieu de s'en réjouir, mais il faudrait ajouter que les dépenses publiques ont été beaucoup plus élevées que prévu durant la même période. La fragile reprise résistera-t-elle à une diète plus sévère?

D'ailleurs, encore faudrait-il que le gouvernement soit en mesure de l'imposer. En 1998, M. Charest avait été renversé du tollé qu'avait soulevé son appel à la modération dans la frugalité. Clairement, il n'avait pas mesuré l'ascendant que M. Bouchard exerçait à l'époque. Pour l'ensemble de la société québécoise qui l'avait suivi dans sa quête, le déficit zéro avait pris des allures de Graal.

Il est cependant bien difficile d'imaginer M. Charest dans le rôle du preux chevalier. Son autorité morale est pour ainsi dire nulle. Le dernier sondage CROP faisait toujours état d'un taux d'insatisfaction de 70 %, et le pire est peut-être à venir: 65 % des répondants estiment que le Québec va dans la «*mauvaise direction*».

Même Lucien Bouchard a dû payer un prix politique très lourd pour le retour à l'équilibre budgétaire. Dans son esprit, il s'agissait d'une «*condition gagnante*» à la tenue d'un nouveau référendum.

Le résultat a plutôt été qu'aux élections de novembre 1998, le PQ a obtenu moins de voix que le PLQ, ce qui a exclu *de facto* la possibilité d'un référendum et entraîné à terme le départ de M. Bouchard.

Au point où il en est, M. Charest n'a plus grand-chose à perdre, direz-vous. Déjà, il avait dû sacrifier son projet de réingénierie de l'État. S'il doit renoncer à solliciter un quatrième mandat, il vaudra peut-être laisser en héritage une vaste réforme budgétaire et tarifaire.

Depuis que les fortes têtes, comme Philippe Couillard, Thomas Mulcair ou encore Monique Jérôme-Forget, sont parties, M. Charest n'a eu aucune difficulté à imposer ses orientations à son cabinet.

Cela pourrait cependant changer s'il apparaît que son départ est devenu inévitable. Contrairement au PQ, où toute modification au programme nécessite un effort herculéen, les libéraux ont toujours laissé leurs chefs le réécrire à leur guise.

En 1998, ils ont suivi M. Charest sans protester sur la voie de la «*révolution du bon sens*» de Mike Harris. Quelqu'un qui se découvrirait soudainement des préoccupations sociales-démocrates n'aurait pas plus de difficulté à les faire partager aux militants.

D'ici le prochain budget, il sera également intéressant de voir le positionnement du PQ. Au congrès d'avril prochain, Pauline Marois devra se soumettre à un vote de confiance. Même si le SPQ Libre ne jouit plus d'un statut particulier au sein du parti, les syndicats comptent encore de nombreux amis chez les militants péquistes.

Jusqu'à présent, le PQ a dénoncé systématiquement toutes les mesures proposées par le gouvernement pour rééquilibrer le budget. D'entrée de jeu, il a dénoncé l'augmentation de la TVQ, la contribution santé, la hausse des tarifs d'électricité, etc. Mme Marois réclamait plutôt un grand ménage au sein de l'appareil gouvernemental, que l'Alliance sociale rejette également.

En réalité, la plus grande crainte du PQ est de se retrouver au pouvoir avec un déficit qui le priverait de toute marge de manœuvre. C'est bien ce qu'il mériterait.

mdavid@ledevoir.com

Frais illégaux: Québec et la RAMQ doivent durcir leur position

La politique de l'autruche a assez duré, dit Médecins québécois pour le régime public

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Québec doit mettre un terme à sa politique de l'autruche dans le dossier des frais illégaux en santé, estime Médecins québécois pour le régime public (MQRP). Dans une lettre envoyée aux médias hier, sa présidente, la D^{re} Marie-Claude Goulet, presse la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et le ministre de la Santé, Yves Bolduc, de durcir leurs interventions dans ce dossier.

L'heure est à l'action et aux sanctions, insiste ce regroupement de médecins qui s'est formé en 2005 en riposte au jugement Chauoulli ayant mené à la création des Centres médicaux spécialisés (CMS). La Régie ne peut plus se contenter de «*se questionner*», écrit la D^{re} Goulet. Elle doit «*exercer avec diligence les responsabilités que la loi lui confie pour arrêter les pratiques illégales qui se multiplient et, si les contrevenants n'y met-*

tent pas fin, elle doit appliquer les sanctions prévues par la loi».

Ce n'est pas la première fois que le groupe déplore que des cliniques médicales défient ouvertement la Loi sur l'assurance maladie. MQRP note toutefois que la pratique s'accélère et se diversifie au détriment des patients «*mais aussi de la communauté médicale qui ne peut cautionner des gestes d'un petit nombre de ses membres qui entachent sa réputation*».

La ligne de partage est claire, poursuit la Dre Goulet en citant l'article 22 de la Loi. Les médecins, lorsqu'ils décident de participer à la RAMQ, sont rémunérés selon les ententes négociées par leurs fédérations syndicales et ne peuvent rien demander en sus à leurs patients. «*Il est interdit à toute personne d'exiger ou de recevoir tout paiement d'une personne assurée pour un service, une fourniture ou des frais accessoires à un service assuré*», résume-t-elle.



La ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, a qualifié de «normales» les fuites aux abords des puits de gaz de schiste.

Gaz de schiste

Les fuites n'inquiètent guère Nathalie Normandeau

Québec solidaire dénonce les propos de la ministre

MAGDALENE BOUTROS

Les fuites aux abords des puits de gaz de schiste n'ont rien d'inquiétant pour la ministre des Ressources naturelles, Nathalie Normandeau, qui les qualifie de «normales».

En entrevue à La Presse canadienne, Mme Normandeau indique que des fuites de ce genre existent à l'état naturel dans notre environnement.

Elle demande aux citoyens et aux groupes de pression d'éviter d'être alarmistes, puisque ces

«*En tant que ministre des Ressources naturelles, j'arrive à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer*»

fuites ne représentent, à son avis, aucun danger pour la santé et la sécurité de la population.

«*Ce sont des fuites normales qu'on trouve dans d'autres puits ailleurs dans d'autres juridictions*, explique-t-elle. *Regardons la réalité telle qu'elle est. En tant que ministre des Ressources naturelles, j'arrive à la conclusion qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer*».

Elle ajoute faire totalement confiance aux mécanismes de surveillance en place. «*Avec le programme d'inspection, on va assurer un suivi systématique et rigoureux de toutes les installations qui ont été autorisées à ce jour pour être le plus proactif possible*», dit-elle.

Nathalie Normandeau en pro-

fitte pour blâmer le Parti québécois qui a «*la critique très facile*» et «*qui monte aux barricades un peu trop vite*», contribuant du coup à alarmer inutilement la population. «*Dans le débat actuel, il faut se limiter aux faits. Il y a des fuites qui ont été constatées, mais sur la base du rapport effectué, il n'y a pas d'inquiétudes pour les citoyens*», ajoute-t-elle.

Solution mitoyenne

Mme Normandeau était de retour au travail hier matin, après avoir évité la tempête causée la semaine dernière par le dévoilement d'un rapport du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) indiquant qu'une majorité de puits inspectés au Québec laissaient échapper des émanations de gaz naturel.

La ministre Normandeau dit entendre la demande des citoyens en faveur d'un moratoire. Mais elle affirme consacrer son énergie à chercher une solution mitoyenne qui permettrait aux citoyens d'être rassurés tout en répondant aux demandes de permis d'exploration soumises par l'industrie.

«*Il n'y a pas d'entêtement de notre part*», tient-elle à préciser. Elle voit plutôt la poursuite des activités d'exploration comme une voie très pragmatique qui permet notamment au gouver-

nement et à l'industrie de mesurer la viabilité du potentiel gazier au Québec.

«*C'est un incontournable. On ne peut pas un jour penser passer en phase d'exploitation sans être passé par la phase d'exploration*», soutient-elle.

Après le dépôt du rapport du BAPE sur les gaz de schiste prévu pour le 28 février, Mme Normandeau entrevoit la possibilité de prendre elle-même le bâton de pèlerin pour aller rassurer la population.

Québec solidaire irrité

La présidente et porte-parole du parti Québec solidaire, Françoise David, a vivement dénoncé les propos de Mme Normandeau qui a qualifié de «normales» les fuites aux abords des puits de gaz de schiste.

Dans un communiqué transmis en fin de journée, hier, Mme David affirme que «*ce qui serait vraiment normal, ce serait d'écouter la population qui réclame un moratoire*» dans le dossier des gaz de schiste. «*Ces temps-ci, à écouter les ministres libéraux, tout semble normal partout. C'est parce que le BAPE a dévoilé des informations que les Québécois [...] ont appris que la majorité des puits de gaz de schiste produisaient des fuites de gaz. Normaux, ce manque de transparence et cette banalisation des fuites qui inquiètent à bon droit la population?*» a demandé Mme David.

La Presse canadienne

Concordia tente de calmer le jeu

KATHLEEN LÉVESQUE

Devant la tourmente qui secoue l'Université Concordia, le président du conseil d'administration a tenté hier de calmer les esprits sans toutefois apporter de précisions sur le départ prématuré de la rectrice.

Dans un message envoyé en soirée à la communauté de Concordia et publié aujourd'hui dans *Le Devoir* en page A 7, Peter Kruyt dit adhérer au principe de transparence, mais souligne également la nécessité de respecter la «*confidentialité dans la conduite des affaires de l'Université*».

Ainsi, M. Kruyt n'explique pas ce qu'il estime être la démission de la rectrice Judith Woodsworth, alors que la principale intéressée parle d'un congédiement. Il assure toutefois que l'Université prend au sérieux son rôle d'administrateur des deniers publics et que «*Concordia dispose de solides assises financières*».

M. Kruyt explique même que Concordia aspire à se hisser parmi les meilleures universités généralistes du Canada d'ici dix ans. «*C'est donc dans ce contexte et à la suite de discussions en décembre avec les membres du Conseil que Mme Woodsworth a décidé de démissionner*», affirme-t-il.

De son côté, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) estime, dans un texte publié aujourd'hui dans *Le Devoir* en page A 6, que la situation soulève des questions sur l'éthique ainsi que sur la qualité de la gouvernance au sein de Concordia et, plus largement, dans les autres universités. «*Le cas de Mme Woodsworth n'est en fait que la partie visible de l'iceberg d'un phénomène plus inquiétant: la dérive de nos universités où règne de plus en plus une concurrence malsaine entre les établissements*».

La FEUQ propose différentes mesures, dont un mandat d'enquête permanent au Vérificateur général du Québec. «*Si les administrations universitaires relevaient de son champ de compétence, les Québécois disposeraient enfin de réponses claires et nettes sur la gestion des fonds publics*», souligne l'organisation étudiante.

Frais et dépenses

Par ailleurs, l'Université a confirmé les révélations du *Journal de Montréal* selon lesquelles Mme Woodsworth bénéficiait d'une allocation automobile qui lui a permis de louer une voiture d'un concessionnaire siégeant au conseil d'administration. «*Il n'y a pas de conflit d'intérêts*», a affirmé la porte-parole de Concordia, Christine Mota.

Cette dernière a également reconnu que l'ancienne rectrice a voyagé aux frais de Bell pour assister aux Jeux olympiques de Vancouver. Bell a obtenu un important contrat de 900 000 \$ dans les mois suivants. «*Mme Woodsworth n'a pas été impliquée dans l'octroi de ce contrat*», a précisé Mme Mota.

Quant aux dépenses de Bram Freedman, le recteur suppléant, pour l'achat d'un ordinateur et d'un téléphone à la maison, Mme Mota a assuré que «*M. Freedman en a besoin pour ses fonctions puisqu'il travaille souvent chez lui en soirée et au cours des week-ends*», a-t-elle dit.

Le Devoir

EN BREF

Attar non responsable

La Couronne a indiqué hier qu'elle se rangeait aux témoignages des experts qui soutiennent que le jeune Montréalais Maor Attar souffre de maladie mentale grave, et ne peut donc être tenu criminellement responsable du meurtre de sa sœur. Attar, âgé de 19 ans, est accusé d'avoir poignardé à mort, en août dernier, sa jeune sœur Shirel, âgée de 14 ans. En fait, la Couronne dispose de sa propre évaluation psychiatrique qui conclut, comme celle de la défense, que le jeune homme ne peut être tenu criminellement responsable du meurtre. — *La Presse canadienne*

ACTUALITÉS

Oka rachète les terrains de Norfolk

La municipalité d'Oka a annoncé hier soir qu'elle procédait au rachat des terrains contestés du promoteur immobilier Norfolk.

Une entente à l'amiable est survenue entre les deux parties en litige depuis plusieurs mois, a précisé le communiqué de presse transmis par la municipalité d'Oka.

L'offre d'achat de 305 000 \$

devait être entérinée par une résolution adoptée hier soir lors de la séance du conseil municipal.

Le maire d'Oka, Richard Lalonde, a souligné que le rachat des terrains confirmait la volonté de la municipalité de préserver la paix dans la communauté tout en assurant la sauvegarde du caractère spécifique de son territoire.

Norfolk souhaitait développer des terrains situés dans le secteur de la pinède d'Oka, près de l'endroit où des barricades avaient été érigées et maintenues durant tout l'été 1990. Ces terrains sont revendiqués par les Mohawks.

Une première tentative de M. Ducharme d'aller marquer des arbres sur le terrain en question, au mois d'août dernier, s'est

transformée en confrontation avec des Mohawks en colère, et le promoteur a dû rebrousser chemin, escorté par la Sûreté du Québec.

Norfolk réclamait de la municipalité une somme de 400 000 \$ pour céder ses terrains dont la superficie totale est de 1,2 hectare.

La Presse canadienne

Guerre de marché dans l'élimination des BPC

La société BEI dépose une plainte contre sa rivale Horizon Environnement devant l'ALENA

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

La concurrence est rude dans l'industrie de l'élimination des BPC, un contaminant encore bien présent au Québec.

La société Bennett Environnement Inc (BEI) a en effet décidé de cibler un de ses concurrents, Horizon Environnement, de Grandes-Piles en Mauricie, dans une plainte qu'elle déposera aujourd'hui devant la Commission de coopération environnementale (CCE) de l'ALENA.

BEI allègue que le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) aurait autorisé Horizon Environnement à traiter chimiquement des sols contaminés aux BPC sans avoir exigé préalablement une démonstration scientifique à une échelle commerciale de l'efficacité environnementale de son procédé.

Le procédé de traitement chimique d'Horizon Environnement est effectivement sans équivalent. Il résulte d'une percée technologique d'origine québécoise qui semble gruger le marché traditionnel de BEI, une compagnie qui possède à Saint-Ambroise, au Saguenay, le seul incinérateur à BPC autorisé du Québec.

Expertise

BEI a commandé à la firme d'experts, Conestoga-Rover & Associates (CRA) une expertise du procédé utilisé par son concurrent.

Selon la «communication» de BEI — on ne dit pas «plainte» en droit de l'ALENA —, CRA a conclu qu'il «n'existe aucune preuve que l'oxydation chimique est efficace à l'échelle commerciale (c'est-à-dire hors laboratoire), pour réduire les concentrations de BPC dans les sols contaminés en deçà de la limite prescrite» dans la réglementation québécoise.

BEI allègue aussi que «malgré des demandes répétées [...], le ministre et son personnel n'ont pas expliqué comment l'oxydation chimique peut traiter les sols contaminés aux BPC».

Dans les documents qu'elle adresse à la CCE, BEI affirme plus carrément que «Québec a autorisé une installation à utiliser (sic) un procédé de traitement des BPC qui, selon les experts, ne fonctionne pas. Les règles pour la protection de la santé publique ne sont pas respectées. Les autorités québécoises refusent d'expliquer sur quelles bases elles ont autorisé l'utilisation d'un procédé qui, selon les experts, ne fonctionne pas».

En vertu du traité nord-américain de libre-échange et de son complément sur l'environnement, techniquement la «communication» adressée à la CCE va obliger le Canada, et non Québec, à répondre aux allégations de BEI.

Horizon réplique

Joint au téléphone, Alnor Manji, le président d'Horizon Environnement, a expliqué au *Devoir* comment son procédé avait été approuvé et comment s'exercent les contrôles sur son efficacité.

De son côté, son directeur

général, Guy Fortin, se dit plutôt «très fier» de cette percée technologique québécoise qui, dit-il, constitue une solution «beaucoup plus acceptable sur le plan environnemental que l'incinération pour une vaste gamme de sols» en raison de la réduction radicale de gaz à effet de serre (GES) qu'elle permet.

Horizon Environnement utilise elle aussi un procédé de désorption thermique qui, à 1000 degrés Celsius, permet d'éliminer certaines catégories de BPC. Pour atteindre ce niveau de performance en respectant les normes, précise Guy Fortin, il faut de 300 à 500 litres de propane liquide par tonne de sols contaminés. À 1500 degrés, ce qui est le niveau de température d'un incinérateur comme celui de BEI, les émissions de GES sont encore plus importantes, dit-il.

Mais, ajoute Guy Fortin, le traitement chimique réduit aussi le risque de formation de dioxines et de furannes, un risque plutôt associé à l'incinération lorsqu'elle n'est pas stable. Et le traitement chimique, dit-il, ramène à zéro les émissions de GES. Certes, reconnaît-il, le traitement chimique n'élimine pas tous les BPC, mais le procédé permet de ramener les concentrations en dessous des seuils exigés pour l'enfouissement légal des sols traités dans les cellules à sécurité maximale dont Horizon Environnement s'est équipé à Grandes-Piles.

Alnor Manji explique de son côté que sa compagnie travaille avec les experts de Sanexen. Les nouveaux stocks, dit-il, sont échantillonnés et les solutions techniques adaptées à leurs concentrations. Après le traitement, on réalise un nouvel échantillonnage pour voir si les sols sont suffisamment décontaminés pour être enfouis selon les normes. Les tests sont ensuite transmis au ministère qui peut vérifier si les résultats sont conformes au certificat d'autorisation délivré en septembre 2009.

Application des règles

Pour la porte-parole de BEI, Katia Opalka, BEI a choisi de saisir la commission environnementale de l'ALENA de ce dossier parce que le traité nord-américain exige des gouvernements qu'ils appliquent leurs lois et règlements, ce qui n'aurait pas été le cas ici, car Québec semble s'être contenté d'une démonstration du procédé en laboratoire, ce qui ne respecterait pas les exigences de la loi, du moins selon les documents obtenus. Et aller devant l'ALENA, dit-elle, «c'est moins cher» que de contester le certificat d'autorisation d'Horizon Environnement devant la Cour supérieure.

Pour Alnor Manji, ce coup que l'on tente de porter à la réputation de sa société, est une séquelle «de la guerre de marché» que se livrent les acteurs du dossier des sols contaminés, et en particulier depuis l'arrivée d'Horizon Environnement dans un marché que BEI dominait jusqu'alors.

Le Devoir

TORONTO

Rob Ford présente un budget équilibré... en puisant dans les réserves

Le nouveau maire de la Ville reine haussera les tarifs des transports en commun

JEANNE CORRIVEAU

Comme promis, le maire de Toronto, Rob Ford, a présenté hier un budget sans augmentations de taxes pour les contribuables torontois. En revanche, les usagers des transports en commun de la Ville reine devront subir des hausses de tarifs à compter du 1^{er} février, a annoncé M. Ford.

Si le nouveau maire a pu présenter un budget équilibré, c'est surtout grâce à un surplus de 268 millions découlant de l'année financière qui vient de se terminer. Son administration s'attend tout de même à dégager des économies de 57 millions à la suite des compressions de 5 % imposées à tous les services de la Ville en 2011.

À cet égard, le maire a lancé un sévère avertissement aux gestionnaires récalcitrants qui ne respecteraient pas le mot d'ordre de son administration. Faisant allusion aux directeurs du service de police, du réseau des bibliothèques et du département de la santé, qui ont récemment réclamé une hausse de leurs budgets respectifs, le maire Ford a soutenu que certains gestionnaires avaient «décidé que leurs intérêts étaient plus importants que ceux des contribuables». «S'ils sont incapables de gérer leurs services efficacement dans le meilleur intérêt des contribuables, nous devons trouver de nouveaux gestionnaires qui seront en mesure de le faire», a-t-il dit.

Le maire Ford a par ailleurs qualifié de «mineures» les réductions de services décrétées pour 2011 et qui se traduiront notamment par la fermeture d'une succursale d'une bibliothèque au centre-ville, une économie évaluée à 100 000 \$.

Outre une hausse de 9 % de la tarification de l'eau et une augmentation de 3,6 % des frais liés à la collecte des déchets, le maire Ford a annoncé une hausse des tarifs des transports en commun. Ainsi, la carte



MIKE CASSESE REUTERS

Le maire de Toronto, Rob Ford, a annoncé une hausse des tarifs des transports en commun. Ainsi, la carte mensuelle d'autobus et de métro passera de 121 à 126 \$ à compter du 1^{er} février.

mensuelle d'autobus et de métro passera de 121 à 126 \$ à compter du 1^{er} février.

Le maire a toutefois affirmé que les hausses de tarifs de la Toronto Transit Commission (TTC) lui répugnaient et qu'il ferait tout pour les éviter. «Je ne suis pas heureux de ces hausses de tarifs. Mon équipe a travaillé nuit et jour au cours de la fin de semaine pour trouver une autre option», a-t-il dit. En dehors des heures de pointe, la TTC réduira les services de 48 circuits d'autobus jugés moins performants.

Pour les critiques, l'équation est simple: la Ville puisera dans

les poches des usagers du transport en commun les pertes de revenus engendrées par l'abolition récente de la taxe d'immatriculation de 60 \$ imposée depuis 2008 aux automobilistes.

Le groupe Toronto Environmental Alliance estime que l'administration Ford envoie le mauvais message aux Torontois: «Plutôt que de rendre les transports en commun plus accessibles aux Torontois, le budget du maire Ford les encourage à prendre leur voiture», a déploré Jamie Kirkpatrick, porte-parole du groupe environnemental.

Le budget du maire Ford, qui totalise 9,4 milliards de dollars,

fera l'objet de consultations au cours des prochaines semaines et sera soumis à l'approbation du conseil municipal le 23 février prochain.

Pendant ce temps, à Montréal, les taxes grimperont de 4,3 % cette année en raison d'une hausse de l'impôt foncier de 2,5 % et d'une contribution accrue au Fonds de l'eau et à celui de la voirie. Mais alors que le maire Ford a relégué aux oubliettes la taxe d'immatriculation, le maire Gerald Tremblay en imposera une de 45 \$ aux automobilistes montréalais.

Le Devoir

Début du procès sur l'eau contaminée de Shannon

Shannon — De nombreux experts et témoins se présenteront en cour dans les prochains mois dans le cadre du recours collectif lié à la contamination de la nappe phréatique par le trichloréthylène (TCE) à Shannon, au nord de Québec.

Le juge Bernard Godbout, de la Cour supérieure du Québec, a commencé à entendre les parties hier au palais de jus-

te de Québec et, en après-midi, un premier expert devait être entendu, le géologue Martin Boisvenu.

Les travaux d'un regroupement de citoyens à l'origine du recours collectif contre la Défense nationale et son sous-traitant SNC Technologies ont commencé il y a dix ans.

Ils allèguent que les autorités étaient au courant de la contamination de leur eau potable,

mais n'en ont pas empêché la distribution.

La présidente du regroupement, Marie-Paule Spieser, affirme que le dossier est fondé sur une preuve solide. Elle indique que le fédéral a fourni délibérément l'eau contaminée aux familles qui vivaient sur le territoire et aux enfants en milieu scolaire.

Ces personnes soutiennent que le TCE est à l'origine du développement de certains cancers et que des centaines de personnes de la communauté — environ 350 — sont mortes des suites de leurs maladies.

Selon un rapport de l'Institut national de santé publique du Québec, publié en juin 2010, le

TCE est utilisé principalement pour des opérations de dégraisage des métaux. La base militaire de Valcartier aurait utilisé cette substance durant plusieurs années.

Du côté de la Défense, on avance qu'il n'existe aucun lien causal entre l'exposition au TCE et les cas de cancer.

Au cours des prochains mois, une vingtaine d'experts viendront témoigner à la barre, puis des témoins et des victimes suivront.

Le recours collectif compte plus de 3000 personnes qui y ont adhéré, dont plusieurs militaires ayant vécu à Shannon.

La Presse canadienne

À propos de Jean-François Lisée et de la question de la langue

ette Leroux Maude Messier Charles Castonguay Pierre Dubuc

L'AUT'JOURNAL Disponible sur www.lautjournal.info

Congédié?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

EN BREF

Chinois déguisé en vieillard: huit arrestations

Hong Kong — Les autorités de Hong Kong ont arrêté huit personnes soupçonnées d'avoir aidé le jeune immigrant chinois qui s'était déguisé en vieillard l'automne dernier à monter à bord d'un appareil d'Air Canada. Un membre du personnel de l'aéroport international de Hong Kong et deux anciens employés figu-

rent parmi les cinq hommes et trois femmes arrêtés entre vendredi et dimanche, a confirmé à l'Associated Press une employée du ministère de l'Immigration de Hong Kong, Elly Au Yeung. On ignore pour l'instant si les individus, qui ont fourni de nouvelles pièces d'identité au jeune homme, ont été formellement accusés. Mme Au Yeung a toutefois précisé qu'ils sont soupçonnés d'avoir permuté des cartes d'embarquement, vendu des passeports et comploté pour frauder un transporteur aérien. — AP

LE MONDE

TUNISIE

L'agitation gagne en intensité

Le gouvernement ferme des universités et des établissements scolaires, devenus des foyers de contestation incontrôlables

CHRISTOPHE AYAD

C'était un mouvement social, c'est devenu une Intifada. En un week-end, l'agitation qui secouait le centre de la Tunisie depuis le 17 décembre a basculé dans la pure répression d'un peuple réclamant dignité et liberté. Et non plus seulement des emplois, comme a fait mine de le croire le président Zine El-Abidine Ben Ali, qui est intervenu une nouvelle fois hier à la télévision pour dénoncer les « voyous cagoules » perpétrant des « actes terroristes impardonnables ». Le discours surréaliste d'un dictateur, livide et fatigué, dépassé par les événements et refusant de prendre la mesure du problème, continuant de croire que quelques dinars et 300 000 emplois en deux ans pourraient calmer l'exaspération trop longtemps contenue de tout un peuple.

En fait, la seule véritable annonce d'importance, hier, a été la fermeture temporaire des universités et établissements scolaires, devenus des foyers de contestation incontrôlables.

Tunis touchée

Désormais, la capitale Tunis, jusque-là peu touchée par les manifestations, est entrée dans la danse. Un étudiant aurait été blessé et huit arrêtés sur le campus Al-Manar, près de la capitale. Des marches auraient aussi été organisées sur le campus de la Manouba, dans les quartiers du Bardo, de l'Ariana, de Ben Arous. Tunis mais aussi Sfax, Sousse, Nabeul, c'est-à-dire les grandes villes côtières et touristiques, sont gagnées par la contestation. En plus de Kairouan, de Redeyef et du centre du pays, où tout a commencé.



Des manifestants ont encerclé un camion de l'armée hier, à Regueb.

AGENCE FRANCE-PRESSE

Malgré le silence de la presse officielle et de la télévision d'Etat, l'information circule en Tunisie, essentiellement par les réseaux sociaux, le téléphone et le bouche à oreille.

L'armée ne participerait pas à la répression, laissant la police en première ligne

C'est ainsi qu'ils ont appris le bilan d'un week-end tragique ayant causé 20 à 50 morts selon les sources (14 officiellement), essentiellement dans le triangle Regueb-Kasserine-Thala, dans le centre du pays. Les troubles se sont poursuivis dans ces villes, dont certaines sont littéralement occupées par l'armée et la police, comme Kasserine, ou sou-

mises à un couvre-feu, à l'instar de Meknassi.

L'armée prudente

L'armée, toutefois, ne participerait pas à la répression, laissant la police en première ligne. Cette dernière, qui invoque la « légitime défense », dit

avoir tiré pour protéger les bâtiments officiels et banques que les manifestants auraient eu l'intention d'attaquer à coups de cocktails Molotov. Comment expliquer alors que la police est, ensuite, allée jusqu'à tirer sur des cortèges funéraires, obligeant les marcheurs à abandonner les corps sur place? Une attitude qui n'a fait que redoubler la colère des manifestants qui,

dans plusieurs villes, notamment à Jendouba, ont détruit les locaux du parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD). Autre tabou largement brisé ce week-end: les manifestants s'en prennent désormais sans crainte à la personne même du président, déchirant et incendiant les affiches omniprésentes de Ben Ali, criant des slogans directement dirigés contre lui et sa famille, accusée de piller le pays.

D'autres morts sont tombés hier. Combien? Nul ne le sait exactement. Combien d'arrestations? Pas plus. La police semblant débordée par le nombre, elle se contente d'appréhender, de tabasser au commissariat, puis de relâcher les manifestants. [...]

Libération

EN BREF

Iran: une militante condamnée

Téhéran — Une juriste iranienne, Nasrin Sotoudeh, militante des droits de la personne et ancienne collaboratrice de Shirin Ebadi, lauréate du prix Nobel de la paix, a été condamnée à 11 ans de réclusion pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », a annoncé hier son avocat. Nasrin Sotoudeh, qui a plaidé dans plusieurs procès politiques, a été arrêtée en septembre. Elle a entamé peu après une grève de la faim interrompue début novembre. « Nous aurons 20 jours pour faire appel », dit son mari Reza Khandan. — Reuters

Joe Biden en Afghanistan

Kaboul — Le vice-président des Etats-Unis Joe Biden, est arrivé hier en Afghanistan où il va rencontrer le président Hamid Karzai, a révélé la Maison-Blanche, qui n'avait pas annoncé cette visite à l'avance. Le voyage de M. Biden dans ce pays, son premier depuis l'entrée en fonction de l'administration de Barack Obama le 20 janvier 2009, intervient alors que les Etats-Unis ont prévu d'entamer un retrait progressif de leur contingent à partir de juillet. — AFP

Niger: otages éliminés

Paris — Les deux otages français morts au Niger ont été « éliminés froidement » par leurs ravisseurs, certainement des membres de l'organisation al-Qaïda au Maghreb islamique, a déclaré hier François Fillon. Le premier ministre a livré des détails sur le dénouement de la prise d'otages, expliquant notamment que seuls les militaires français étaient intervenus lors de l'assaut final. « Ils [les otages] ont été éliminés froidement, selon les premiers éléments dont je dispose », a dit François Fillon. — AFP

Violence dans le centre du Soudan

Les électeurs continuent de faire la queue devant les bureaux de vote du Sud

ANDREW HEAVENS

Khartoum — Au moins 36 personnes ont péri dans des affrontements avec des nomades arabes dans la région d'Abeyi dans le centre du Soudan, ont dit hier des dirigeants de cette région, au deuxième jour d'un référendum sur l'indépendance du Sud qui doit s'échelonner sur une semaine.

La région d'Abeyi est habitée par les Dinka Ngok, ethnique liée aux Dinka du Sud-Soudan, et par les nomades arabes Misseriya, originaires du Nord, qui redoutent de perdre leurs terres en cas de passage sous l'autorité du Sud. Les deux parties du Soudan revendiquent Abeyi. Luka Biong, haut responsable du Sud, a condamné les affrontements et déclaré que les deux camps tentaient toujours de régler leur différend sur l'appartenance d'Abeyi dans le cadre de négociations portant notamment sur le partage par les régions des revenus du pétrole et de la dette.

L'ancien président américain Jimmy Carter a dit de son côté à la chaîne de télévision CNN que le président soudanais, Omar Hassan al-Bachir, avait proposé d'assumer l'ensemble de la dette du pays en cas d'accession du sud à l'indépendance.

Si ce geste de conciliation se confirme, il délivrerait le Sud d'un énorme fardeau à l'aube d'une indépendance attendue. Un référendum distinct devait avoir lieu dans la région pétrolière d'Abeyi pour déterminer si elle rejoint le Nord ou le Sud, mais les dirigeants de la région n'ont pas réussi à s'entendre sur l'organisation du scrutin, qui n'a ainsi pas pu se tenir comme prévu dimanche.

Les chefs de la tribu Dinka Ngok accusent Khartoum d'armer les miliciens Misseriya, avec lesquels ont eu lieu des af-



Des Soudanais du sud devant un bureau de scrutin hier, à Dilin.

ZOHRA BENSEMRA REUTERS

frontements vendredi, samedi et dimanche, et ils ont dit s'attendre à d'autres attaques.

Le président américain Barack Obama a mis en garde les dirigeants tant du Nord que du Sud contre le recours à des éléments agissant en sous-main pendant la consultation.

Forte affluence

Philip Aguer, porte-parole de l'armée du Sud, a déclaré que deux hommes, un Ougandais et un militaire du Nord, avaient été arrêtés dimanche soir à Djouba en possession de quatre caisses de munitions pour AK-47. Al-Saouarmi Khalid, porte-parole de l'armée du Nord, a démenti lundi tout lien avec les munitions saisies ou avec les affrontements.

Des observateurs ont rapporté hier que des milliers d'électeurs continuaient de faire la file devant les bureaux de vote du Sud, au deuxième jour de la consultation. Les résultats définitifs sont attendus le 15 février et les résultats préliminaires une quinzaine de jours auparavant.

« Je pense que la commission devra peut-être prolonger le scrutin », déclare Salah Mohamed, au milieu d'une file interminable devant un bureau de vote en banlieue de Djouba.

La commission organisatrice du référendum a déclaré que 20 % des Sudistes inscrits avaient déjà voté. Le taux de participation doit atteindre 20 % pour que le scrutin soit valide.

Charles Abeyi, porte-parole du gouvernement de la région d'Abeyi, a déclaré que les miliciens Misseriya avaient attaqué à la suite de fausses rumeurs selon lesquelles les Dinka se préparaient à proclamer unilatéralement leur appartenance au Sud.

« Un grand nombre de miliciens Misseriya ont attaqué hier [dimanche] la localité de Maker avec l'appui de miliciens gouvernementaux. Il s'agissait de la poursuite des attaques du 7 et du 8. Le premier jour il y a eu un mort, le deuxième neuf et hier 13. Ce sont tous des habitants de Maker », a-t-il expliqué.

Reuters

CÔTE D'IVOIRE

Ouattara est prêt à travailler avec les partisans de Gbagbo

Londres — Alassane Ouattara est prêt à travailler avec le camp de Laurent Gbagbo pour former un gouvernement

d'union nationale, si ce dernier renonce à revendiquer la présidence de Côte d'Ivoire.

« Ce que je dis, c'est que M. Ouattara doit être reconnu comme président légitime par M. Gbagbo », a déclaré Youssoufou Bamba, l'ambassadeur nommé auprès de l'ONU par M. Ouattara. « Et à partir de là, M. Gbagbo n'est pas seul. Il a des partisans, il a des gens compétents dans son parti. Nous sommes prêts à travailler avec eux, dans le cadre d'un large gouvernement d'union », a-t-il ajouté.

Mais, a-t-il aussitôt ajouté, « ce que je dis doit être clair: la victoire de M. Ouattara ne peut plus être contestée ». « Si M. Gbagbo accepte cela, nous pourrions négocier », ce serait « un point de départ » pour des négociations, a encore dit M. Bamba.

Les violences commises par le camp Gbagbo ne devraient pas constituer un obstacle, a es-

timé M. Bamba. « Il y a eu violation massive des droits de l'homme, c'est la vérité. Mais vous savez, en politique la vie continue [...] car vous êtes condamnés à vivre ensemble », a argumenté le diplomate.

L'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo a quitté hier Abidjan après deux jours de médiation pour tenter de trouver une issue à la crise opposant les deux prétendants ivoiriens proclamés. L'ancien chef d'Etat a effectué cette visite surprise dans la plus grande discrétion et n'a pas fait de déclaration publique. Après des premiers tête-à-tête avec les deux rivaux dans la foulée de son arrivée samedi, il a revu successivement MM. Gbagbo et Ouattara dimanche.

Le président sortant Laurent Gbagbo est sous la menace d'une opération militaire de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'il ne cède pas le pouvoir à Alassane Ouattara.

Agence France-Presse

L'ETA décrète un cessez-le-feu permanent

Madrid juge le geste insuffisant

Madrid — Le groupe basque armé ETA, qui n'a pas commis d'attentat depuis 17 mois, a annoncé hier un cessez-le-feu « permanent » et « vérifiable », comme réclamé par sa vitrine politique Batasuna, que le gouvernement espagnol a jugé « clairement » insuffisant.

« L'ETA a décidé de déclarer un cessez-le-feu permanent et de caractère général qui puisse être vérifié par la communauté internationale », a indiqué l'organisation clandestine dans un communiqué publié sur le site Internet du journal indépendantiste basque Gara.

L'annonce représente un « engagement ferme de l'ETA en faveur d'un processus de solution définitive et de la fin de la confrontation armée », selon ce communiqué.

Le numéro deux du gouvernement, Alfredo Perez Rubalcaba a rejeté comme insuffisant cette déclaration qui n'est « clairement pas » ce que « la société espagnole espérait ».

« Cela n'est pas une mauvaise nouvelle, mais ce n'est pas la nouvelle », a-t-il estimé. « Nous avons insisté à de nombreuses reprises sur le fait que le seul communiqué que nous voulions lire est celui dans lequel l'ETA annonce la fin, de manière irréversible et définitive », a martelé le ministre, maître d'œuvre d'une politique de lutte sans concession contre le groupe armé.

« Il est évident qu'aujourd'hui, une fois de plus, l'ETA n'a pas fait ce que nous espérons », a déploré le ministre. « L'ETA prétend toujours mettre un prix à la fin de la violence » en posant des conditions à la fin de sa lutte armée, a-t-il ajouté.

Le responsable a aussi rejeté l'idée d'une « vérification internationale » du cessez-le-feu. « Dans un Etat de droit, ce sont les forces de sécurité qui vérifient » un cessez-le-feu, a-t-il expliqué.

Agence France-Presse

Sudoku par Fabien Savary

					1		7
		8	3	5			
4					9	8	
8						2	3
	3	2	9				
9			4		3	6	
				4	7		
7	2						
	1			9	5	4	

Niveau de difficulté : MOYEN

1665

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

9	6	7	5	8	4	2	3	1
4	1	5	2	3	7	6	9	8
2	8	3	6	1	9	4	5	7
6	3	9	1	7	5	8	2	4
5	7	8	4	9	2	1	6	3
1	2	4	8	6	3	9	7	5
8	5	1	3	2	6	7	4	9
7	4	2	9	5	1	3	8	6
3	9	6	7	4	8	5	1	2

1664

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

ÉDITORIAL

Fusillade à Tucson

La jungle

C'était écrit dans le ciel. Le déluge de violence verbale que déversent quotidiennement les fous furieux de la chaîne de télévision Fox et les commerçants de la haine du Tea Party a convaincu un jeune homme dit troublé de passer à l'acte de sang. Bilan? L'installation du climat de l'élimination.



Après le passage de la réforme de la santé de Barack Obama, les responsables de la sécurité du Capitole à Washington ont calculé que le nombre de menaces à l'endroit des élus démocrates avait été multiplié par trois en moins d'un trimestre. D'autres services de sécurité avaient également observé que les juges fédéraux étaient aussi dans la mire des adeptes fanatiques des thèses développées par Sarah Palin, figure de proue du Tea Party, Glenn Beck et Bill O'Reilly, tous deux salariés

grassement payés par Rupert Murdoch, patron de Fox, afin de pourfendre tout ce qui ressemble de près ou de loin au gouvernement central. Pour bien mesurer combien la véhémence de ces raboteurs de la rationalité est profonde, on retiendra deux phrases formulées par Beck: la Maison-Blanche «est habitée par des vampires». Et d'une. Et de deux: tout cela se terminera «dans une rivière de sang.» On retiendra également une image. Celle que Palin avait glissée sur son site. Mais encore? Des circonscriptions tenues par des démocrates ayant voté pour la réforme d'Obama étaient ornées de lunettes de fusil.

Dans la foulée de cette campagne, la permanence de Gabrielle Giffords, la représentante actuellement dans le coma, avait été saccagée à deux reprises sans compter le flot de messages inquiétants. Quant au juge John Roll, qui a été tué au cours de la fusillade, il a été protégé pendant plus d'un mois par la police après avoir été lui aussi menacé de mort parce qu'il avait conclu que le propriétaire terrien qui avait agressé seize Mexicains devait être traduit devant les tribunaux.

En guise de défense, Palin, les ultras du Parti républicain et consortis avancent tous le même argument: Jared Lee Loughner, l'auteur des meurtres, était troublé. Il tenait des propos étranges. À lire les témoignages le concernant, c'est plus que probable. Sauf que... sauf que selon l'enquête amorcée par le FBI, Loughner avait «planifié méthodiquement» son méfait. Quant au shérif des environs, au lieu de reprendre les arguments de Palin et compagnie, il a cité le «débat politique au vitriol» et «la bigoterie» comme acteurs du drame.

De ce côté-ci de la frontière, on sait peut-être trop peu que le corpus idéologique de Palin, Beck, O'Reilly et de tout un courant du Parti républicain est en fait un emprunt. Leurs discours comme leurs livres, qui soit dit en passant leur rapportent des millions, sont en fait des copies carbone de la furia raciste et anti-gouvernementale que la John Birch Society avait développée dans les années 50 après que son héros, le sinistre sénateur Joseph McCarthy, eut plié, pour ainsi dire, bagage.

À l'instar de ce qu'affirmaient les membres de cette confrérie amante de l'irrationalité et de la mentalité d'assiégé, Beck et les autres martèlent jour après jour que depuis le président Woodrow Wilson (deux mandats entre 1913 et 1921) les États-Unis d'Amérique sont un État socialiste. Que les élites financières se sont alliées aux dirigeants successifs pour maintenir le peuple dans la dépendance envers le gouvernement. Que Dwight Eisenhower était un communiste (sic). Que tout a été fait pour trahir la vision des pères fondateurs. Au fond, ce que souhaite ce commando d'illuminés, c'est un retour à la loi de la jungle.

Troubles de l'alimentation

Effets pervers

L'augmentation des troubles de l'alimentation chez les jeunes est alarmante, au point que l'on prédit un recul de la longévité canadienne. Par contraste saisissant, la société arrive avec un mal fou à mener les réformes qui s'imposent pour soigner ces maux de l'âme et du corps.

Au Canada, un adolescent sur quatre est obèse ou souffre d'embonpoint. Les taux d'obésité infantile ont eux-mêmes pris une ampleur qui affole, triplant en l'espace de 25 ans. À l'autre bout du spectre, les hôpitaux pour enfants sont préoccupés par l'anorexie et la boulimie de plus en plus précoce. Les deux phénomènes pourraient être intimement liés.

Dans la revue *Pediatrics*, en décembre dernier, le Dr David Rosen interpelle la confrérie des pédiatres, les invitant à dépister le plus tôt possible en cabinet les troubles de l'alimentation. Le professeur de l'Université du Michigan appuie cette recommandation sur des statistiques qui donnent froid dans le dos: aux États-Unis, entre 1999 et 2006, les hôpitaux ont enregistré 119 % fois plus d'hospitalisations d'enfants de moins de douze ans pour ces problèmes de santé mentale qui dévient sur les questions de poids. Au Québec, les spécialistes corroborent la tendance.

Certains avancent des explications qui doivent être analysées avec le plus grand sérieux: comme les effets pervers des campagnes de lutte contre l'obésité qui accentueraient, chez des candidats vulnérables, les tendances aux troubles alimentaires. L'hypothèse est déconcertante, mais crédible. Serions-nous en train d'encourager un problème en tentant d'en éradiquer un autre?

Il est vrai que la tendance est à l'obsession pour le poids idéal. Celle-là entraîne des parents de poupons à s'inquiéter si leur enfant «sort» des courbes de croissance! La même manie en fait sombrer d'autres dans l'excès de mises en garde à table, qui nuirait à l'atteinte d'un équilibre alimentaire. Des chercheurs ont même démontré que les efforts louables fournis par certains publicitaires pour montrer des modèles plus corpulents ont conforté les minces dans leur satisfaction d'être menus, mais ont découragé les plus replets, qui ont détesté voir leur reflet jusque dans l'espace médiatique. Pas simple!

Le culte de la minceur-maigre, dont l'industrie de la mode est reine, donne des fillettes calculant leurs calories à l'heure de la collation. Ou des mannequins vedettes, telle la Canadienne Coco Rocha, 1,77 mètre et 51 kg, détronée de certains défilés pour cause de... surpoids.

Dans le monde, l'épidémie d'obésité côtoie une hausse des troubles de l'alimentation, le tout sur fond d'obsession liée à l'image. Conscient de cette réalité, Québec vient de lancer un plan d'action sur sa Charte pour une image corporelle saine et diversifiée, dans une navrante indifférence. Il s'agit d'un pas honorable, mais d'un tout petit commencement. Espérons que la suite sera plus engageante.

machouinard@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEE BOILEAU

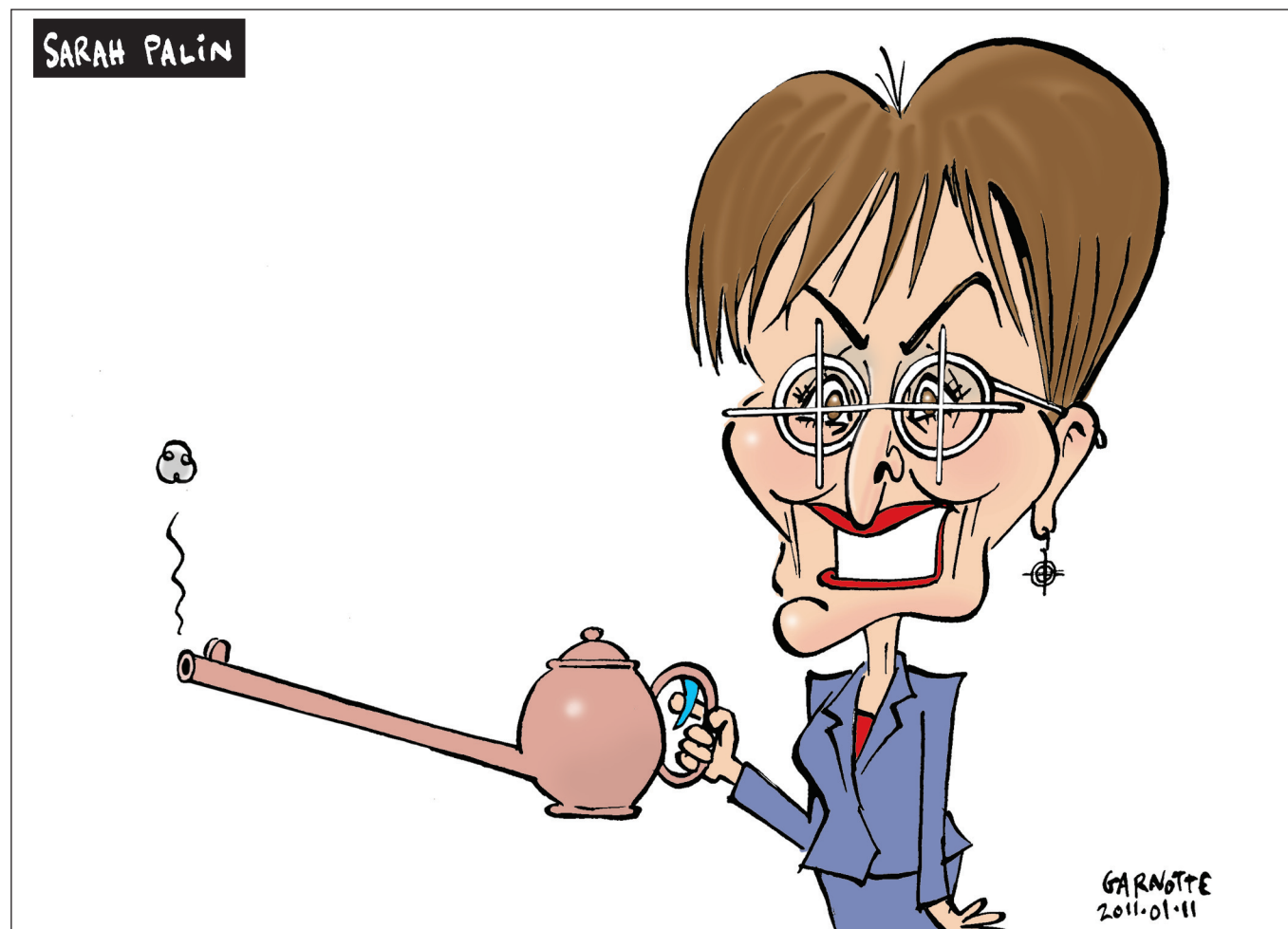
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



LETTRES

Haïti: l'instinct de survie

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre a secoué vigoureusement le sol d'Haïti, causant la mort de milliers d'êtres humains et en laissant plusieurs centaines de milliers sur le pavé! Encore une fois, après avoir vécu des siècles de chaos politique entraînant les Haïtiens dans un couloir sans fin au bout duquel une illusion de lumière semblait miroiter, la perle des Antilles a vu ses reflets s'atténuer.

Si nous jetons un rapide coup d'œil historique sur l'évolution d'Haïti, nous en arrivons à nous demander si cette partie de l'ancienne île de Saint-Domingue n'est pas poursuivie par la fatalité, par un concours de circonstances fâcheuses, imprévues et inévitables! À preuve, cette épidémie de choléra qui fait rage depuis quelques mois et qui entraîne avec elle dans la mort des milliers d'habitants, encore envahis dans les décors du séisme!

Et pourtant, contre vents et marées, le peuple haïtien continue inlassablement sa marche pour la libération, se rattachant à un espoir qui peut nous apparaître illusoire! Malgré tout, l'opinion publique internationale s'est rangée derri-

re les Haïtiens pour les soutenir dans la malédiction qui les opprime!

Devant un phénomène ralliant une telle mobilisation, force nous est de constater que la persévérance des Haïtiens récolte les fruits d'une solidarité sans bornes à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir et nous associer, particulièrement en ce premier anniversaire de cette terrible catastrophe!

Henri Marineau
Québec, le 10 janvier 2011

Un ministre de la pollution

Voilà ce dont on avait besoin au Canada, remplacer le ministre de l'Environnement par un ministre de la Pollution, par un porte-parole de l'industrie pétrolière qui va essayer de démontrer qu'au Canada, il est permis de polluer sans vergogne puisque nous sommes dans un pays démocratique.

Peter Kent, aussitôt nommé à ce ministère, a expliqué que le pétrole des sables bitumineux est éthique puisqu'il ne sert pas à soutenir le terrorisme et que l'argent gagné l'est dans une société démocratique. Très fort comme argument: on peut saccager notre environnement

puisque notre société est démocratique, ce qui donnerait le qualificatif d'éthique à toutes nos initiatives.

On reconnaît les stratégies de Stephen Harper: placer des pions aux postes clés qui diront n'importe quelle niaiserie pour défendre les idées et les intérêts du Parti conservateur et de ses supporteurs.

Jeannot Vachon
Québec, le 8 janvier 2011

Seventies

J'aime bien la nouvelle émission radiophonique du réseau Rock Décente présentée comme *Le Meilleur des années 70*. Le choix musical est judicieux, avec un bon équilibre entre les chansons francophones et anglophones, et l'animation s'avère agréable. Pourquoi donc lui avoir accolé ce titre officiel de *Seventies*? Je vois d'ici la réaction de nos concitoyens anglophones si un poste de radio dans leur langue présentait l'émission *Les Années 70; the best of seventies*. Aucune chance cependant qu'une telle idée leur traverse l'esprit puisque ces gens n'ont pas notre mentalité de complexés.

Laval Du Breuil
Adstock, le 8 janvier 2011

LIBRE OPINION

L'appétit insatiable des recteurs

LOUIS-PHILIPPE SAVOIE

Président de la Fédération étudiante universitaire du Québec

HEATHER LUCAS

Présidente de la Concordia Student Union

Les circonstances des plus nébuleuses entourant la démission de Mme Judith Woodsworth du rectorat de l'Université Concordia et l'octroi d'une indemnité de départ équivalant à deux années de salaire inquiètent. Elles soulèvent de nombreuses questions sur la qualité de la gouvernance des hautes administrations de nos universités, financées par les citoyens et les étudiants, ne l'oublions pas, et les règles éthiques qui y sont en vigueur.

Le cas de Mme Woodsworth n'est en fait que la partie visible de l'iceberg d'un phénomène plus inquiétant: la dérive de nos universités, où règne de plus en plus une concurrence malsaine entre les établissements. Au lieu d'avoir une vision d'ensemble, coordonnée par le gouvernement, les universités se sont lancées à la course à la «clientèle» et se sont improvisées comme promoteurs immobiliers, ce qui les incite à dépenser des millions en recrutement international et en publicité. Le cas du MBA à 30 000 \$ de l'Université McGill est un exemple parmi tant d'autres de cette nouvelle tendance. Lorsque plusieurs recteurs et hauts administrateurs universitaires sont payés plus cher que le premier ministre du Québec, il n'est pas étonnant que le système universitaire soit en difficulté!

Ces événements s'inscrivent aussi dans un contexte plus large où les demandes de financement de la part de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) atteignent les 620 millions de dollars. La seule solu-

tion pour le gouvernement et les recteurs réside dans la poche des étudiants, c'est-à-dire en augmentant et en modulant de manière radicale les droits de scolarité. Or, quand on analyse la demande des recteurs, il est facile de réaliser leur mauvaise foi. Ils ont omis quatre années de dégel des droits de scolarité (220 millions de dollars récurrents à eux seuls) ainsi que plusieurs investissements provinciaux comme fédéraux dans leurs calculs. Devant les millions de dollars gaspillés en indemnités de départ, en concurrence inutile entre les universités et en immeubles dont l'utilité est parfois à remettre en question, on doit se demander sur quelle planète vivent les recteurs et le gouvernement!

Le gouvernement a déposé, il y a plus d'un an et demi, un projet de loi sur la gouvernance universitaire. Si l'intention du gouvernement est d'encadrer les dépenses exagérées des universités, les solutions envisagées ratent la cible et ne feraient qu'accroître la dérive de nos universités. Il faudra plus qu'un comité d'éthique ou de gouvernance pour éviter les dérapages. De tels comités existent à Concordia, et cela n'a pas empêché les cas de Mme Woodsworth et de cinq de ses collègues de la haute direction. La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Concordia Student Union proposent la mise en place de mesures qui permettraient d'éviter les dérapages que nous connaissons et de s'assurer que les Québécois en ont pour leur argent.

Premièrement, la mise en place d'un mode de gouvernance où la majorité des administrateurs proviendrait de la communauté universitaire et où les mots d'ordre seraient transparence et collégialité. Souvenons-nous que, dans le dérapage immobilier de l'UQAM, ce sont les étu-

dians et les employés de l'université qui ont tiré la sonnette d'alarme les premiers.

Deuxièmement, le Vérificateur général du Québec devrait avoir le mandat d'enquêter sur la gestion des fonds publics par les universités de manière périodique, comme la plupart des institutions publiques. Le Vérificateur général a maintes fois démontré sa compétence pour détecter les problèmes de gestion de nombreuses institutions publiques. Si les administrations universitaires relevaient de son champ de compétence, les Québécois disposeraient enfin de réponses claires et nettes sur la gestion des fonds publics.

Enfin, le gouvernement devrait mettre en place une commission d'évaluation des universités du Québec qui aurait pour mandat de s'assurer que le développement du réseau universitaire du Québec se fasse dans la coopération, et non dans un climat de concurrence malsain. Cette commission indépendante permettrait de préserver l'autonomie universitaire tout en maintenant une saine utilisation des fonds publics. Il n'y a rien d'exceptionnel dans un tel modèle: le Conseil des universités a joué un rôle similaire jusqu'au milieu des années 1990.

Ce n'est qu'avec la mise en place de ses mesures que nous pourrions éviter les dérives de notre système universitaire en assurant son développement harmonieux. Malheureusement, ce gouvernement semble beaucoup plus proche des intérêts d'une poignée de recteurs réunis au sein de la CREPUQ que de l'avenir collectif des Québécois. Si le gouvernement est véritablement en mode solution, et s'il veut que les Québécois en aient pour leur argent, il est temps qu'il se lance dans une vraie réflexion d'envergure sur l'avenir de nos universités: des états généraux sur l'université, pas une journée aux conclusions écrites d'avance!

IDÉES

Un an après le séisme en Haïti

Résilience et résignation

DENIS CODERRE

Député de Bourassa, ancien ministre de l'Immigration et de la Citoyenneté, ancien ministre de la Francophonie et conseiller spécial pour Haïti sous Paul Martin

«Chyen gen kat pat men li pap ka fè kat chemen.»
(Le chien a quatre pattes, mais il ne peut aller par quatre chemins)

Nous éprouvons tous une sympathie sans fin pour nos frères et sœurs de la communauté haïtienne qui ont perdu des êtres chers lors du «Goudou Goudou» (tremblement de terre) du 12 janvier 2010. Comme si cela n'était pas assez, une épidémie de choléra, l'ouragan Tomas qui a frappé de plein fouet l'île d'Hispaniola et des élections entachées d'irrégularité et de tentatives de fraude sont venus couronner le tout.

Les résultats, nous les connaissons tous: plus de 230 000 décès, des millions de sans-abri, des conditions de vie exécrables, voire inhumaines, et une instabilité politique majeure. Les camps de réfugiés ou de déplacés qui sont devenus, pour plusieurs, des camps d'oubliés. La Perle des Antilles perd encore de son lustre.

Il faut saluer avant tout ces hommes et ces femmes qui ont fait un travail colossal pour mettre en place des mesures d'urgence et ponctuelles exceptionnelles afin de parer à l'essentiel à la suite du séisme. Nous devons les féliciter, ils ont sauvé des milliers de vies et protégé la population haïtienne autant que faire se peut. Ils le font encore d'ailleurs.

Guigne perpétuelle

Ayiti Cheri. On a le pressentiment que ton peuple, qui a trop longtemps souffert, est frappé d'une guigne perpétuelle; que nous sommes témoins de la version haïtienne du Rocher de Sisyphus de la mythologie grecque. Que tu es condamné toi aussi à faire rouler une énorme pierre jusqu'au sommet du morne, qu'elle redescend toujours et que tu dois la remonter indéfiniment... Cette image nous frappe et reflète malheureusement ce que bien des gens pensent à tort ou à raison de ton pays... Un éternel recommencement.

Un an plus tard, l'heure n'est plus au bilan (beaucoup le font déjà de toute façon), mais à la transition. Plusieurs acteurs (non gouvernementaux, gouvernementaux ou autres) nous feront part de leur constat sur la Perle des Antilles. Tous arriveront avec leurs justifications, leurs solutions, qui parfois, soyons honnête, relèveront plus de la pensée magique, d'une technocratie cynique ou pis encore refléteront une idéologie ethnocentrique qui relèvera plus de l'intérêt que de l'altruisme.

Leadership

Soyons clair! L'heure est toujours à la résilience et non à la résignation. Elle n'est pas, et encore moins, au cynisme et au fatalisme. Un coup de barre s'impose cependant. La communauté internationale, le Canada en tête, doit revoir son ap-



JORGE SILVA REUTERS

Si nous continuons à agir comme nous le faisons, non seulement nous ne réglerons jamais la crise humanitaire et intérieure en Haïti, mais nous allons nous empêtrer davantage dans une crise d'urgence permanente

proche en profondeur et assumer la place de leadership qui lui revient compte tenu de sa relation privilégiée avec le peuple haïtien. Non seulement en avons-nous la capacité, mais le simple fait que nous n'ayons aucun contentieux historique avec Port-au-Prince nous permet de jouer un rôle plus déterminant pour la création d'un État qui n'existe pas ou peu présentement tout en nous assurant d'accompagner le peuple et de l'inclure véritablement dans le processus décisionnel.

Présentement, malheureusement, la communauté internationale a mis en place des solutions parallèles, comme la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) qui a exclu totalement le peuple et fait fausse route.

La réalité du terrain présentement me laisse très perplexe, voire incrédule. Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut du temps pour «bâtir» Haïti — j'ai moi-même parlé d'une génération —, mais la situation actuelle me prouve qu'il est temps de réévaluer notre approche. Si nous continuons à agir comme nous le faisons, non seulement nous ne réglerons jamais la crise humanitaire et intérieure en Haïti, mais nous allons nous empêtrer davantage dans une crise d'urgence permanente et nous serons ainsi à la merci du «rocher de Sisyphus».

Airs de tutelle

Nous devons nous assurer que nous accompagnons le peuple dans sa quête d'autonomie plutôt que de le rendre dépendant des mesures d'urgence continue. De plus, depuis la crise du choléra, le lien de confiance s'est fragilisé entre la MINUSTAH (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) et la population haïtienne. La tentative de fraude des dernières élections prési-

dentielles et législatives nous rappelle que l'instabilité politique constante en Haïti peut justifier un accompagnement et un encadrement même si cela donne trop souvent des airs de tutelle.

Peut-être que la seule façon de trancher ce nœud gordien serait de se demander une fois pour toutes si Haïti ne devrait pas faire l'objet d'un vrai protectorat temporaire incluant un échancier précis et un plan national avec la société civile et les représentants du peuple haïtien? Le débat doit se faire.

Le dilemme, et il est de taille, c'est que la communauté internationale fait partie et de la solution et du problème. Nous avons le devoir d'intervenir et de protéger. Nous ne pouvons laisser pour compte ce peuple qui est trop souvent pris en otage par les événements, la lutte des classes, la division ethnique ou les acteurs quels qu'ils soient. Secundo, si nous voulons responsabiliser Haïti et son peuple, comment justifier une telle approche de mise en tutelle formelle?

Le poids de sa destinée

En lisant *Le Mythe de Sisyphus*, où Albert Camus tente d'expliquer ce qui motive l'homme en parlant de révolte et d'absurde (qu'il associe à la lucidité), une phrase m'a frappé: «Je comprends alors pourquoi les doctrines qui m'expliquent tout m'affaiblissent en même temps. Elles me déchargent du poids de ma propre vie et il faut bien pourtant que je le porte seul.»

Les solutions et les réponses doivent venir d'Haïti. On ne peut pas et on ne doit pas décharger Haïti du poids de sa propre destinée. Le rôle de la communauté internationale et du Canada est de soutenir et d'accompagner les Haïtiens dans la recherche et l'application de ses solu-

tions. Sinon, Haïti deviendra le théâtre définitif de l'industrie de l'aide internationale dont les effets seront sûrement pernicieux à long terme.

Dans une telle perspective, le dénouement de la crise électorale est d'une importance capitale pour l'avenir d'Haïti. L'OEI (Organisation des États américains) doit donner sa réponse incessamment quant à la révision des résultats du premier tour des présidentielles et l'actuel président se doit de terminer son mandat en début février. Les autorités haïtiennes doivent s'assurer que les résultats annoncés pour un éventuel deuxième tour reflètent bien la voix du peuple.

Les Haïtiens doivent trouver une solution vers le haut pour dénouer cette crise et démontrer à la communauté internationale qu'ils souhaitent s'en sortir dans la dignité. Car si les Haïtiens sont incapables de ramener la stabilité politique et d'assurer une transition vitale et incontournable pour un nouveau gouvernement haïtien, ce sera le signal qu'ils veulent s'en remettre aux autres pour régler leur problème, et je leur prédis alors de bien tristes années encore.

Les solutions aux problèmes haïtiens ne seront pas simples, car la réalité de ce pays est d'une grande complexité notamment en raison de son histoire. Mais comme dit le proverbe créole, «chyen gen kat pat men li pap ka fè kat chemen» (le chien a quatre pattes, mais il ne peut aller par quatre chemins). Les Haïtiens, particulièrement son élite, doivent faire des choix et ils n'ont plus le loisir de se tromper de chemin. Ils doivent choisir leur chemin ensemble et rester solidaires une fois que ce sera fait. Il faut que les Haïtiennes et les Haïtiens cessent de parler d'Ayiti Cheri et qu'ils lui prouvent une fois pour tout leur amour!

Message à la communauté de Concordia

PETER KRUYT

Président du conseil d'administration de l'Université Concordia

On a récemment reproché au conseil d'administration de Concordia de ne pas sembler désireux de commenter la démission de Mme Judith Woodworth en tant que rectrice de l'Université. Il m'apparaît donc important de préciser le contexte de son départ.

J'aimerais d'abord souligner que le conseil d'administration est composé de 42 personnes et qu'il réunit étudiants, diplômés, professeurs, membres du personnel et représentants de la communauté externe. Le conseil s'est engagé à agir en tout temps dans l'intérêt de l'Université, et ce, dans un esprit d'ouverture envers la communauté.

Les membres du conseil ont toujours pris au sérieux leur responsabilité à Concordia. Forts de leur engagement envers l'Université et la communauté, ces bénévoles siègent au conseil en raison de leur expérience professionnelle et de leur capacité à assurer un leadership et à appuyer la direction. C'est d'ailleurs leur souci d'agir dans l'intérêt de Concordia qui les a guidés au cours des dernières semaines.

Nonobstant notre adhésion au

principe de transparence, une bonne gouvernance nécessite, entre autres choses, que le conseil respecte les ententes de confidentialité dans la conduite des affaires de l'Université. Le communiqué publié par Concordia le 22 décembre dernier a été approuvé à la fois par Concordia et par Mme Woodworth. Par conséquent, les deux parties sont limitées dans ce que chacune peut déclarer publiquement. Je crois également au droit de toute personne au respect de sa vie privée.

Positionnement de Concordia

En ce qui concerne la question plus vaste du positionnement actuel de Concordia, il est indéniable que notre établissement, lequel fait partie intrinsèque de la trame culturelle de Montréal, est un bel exemple de réussite.

En effet, Concordia continue d'enregistrer un nombre record de demandes d'inscription de la part d'étudiants de haut calibre. De plus, nous avons renouvelé le corps professoral et avons recruté et retenu des professeurs et des chercheurs réputés dans leur discipline respective. D'ici peu, nous aurons terminé les travaux de construction réalisés dans le cadre du Programme d'infrastructure du savoir parrainé par les gouvernements fédéral et provincial. Ces projets tota-

lisant 80 millions de dollars créeront de nouvelles occasions pour les chercheurs et les étudiants dans des domaines allant de la génomique à l'énergie solaire, en passant par les sciences de l'exercice.

Mais surtout, Concordia dispose de solides assises financières. Nous prenons très au sérieux notre rôle d'administrateur des deniers publics. Ainsi, nous avons travaillé avec diligence à équilibrer le budget et à réduire la dette accumulée, tout en pilotant des projets immobiliers majeurs que nous avons réussi à réaliser en respectant les échéanciers et les budgets. D'ailleurs, le déficit accumulé de Concordia compte parmi les plus faibles de toutes les universités québécoises.

Déterminés à bâtir sur ces bases solides, nous avons adopté un cadre stratégique qui poursuit des objectifs à la fois ambitieux tout en demeurant réalisables. En nous concentrant sur les forces de Concordia, nous visons à trouver un équilibre entre notre tradition d'établissement accueillant et engagé et notre mission d'excellence en enseignement, en recherche, en créa-

tivité et en partenariat avec la communauté. Concordia aspire ainsi à se classer parmi les meilleures universités généralistes du Canada d'ici dix ans et à s'imposer comme premier choix pour les étudiants et les professeurs d'ici et de l'étranger dans les domaines ciblés qui font sa réputation.

Le conseil fait entièrement confiance à l'équipe de direction solidement en place ainsi qu'au corps professoral

Calomnies

C'est donc dans ce contexte et à la suite de discussions en décembre avec les membres du conseil que Mme Woodworth a décidé de démissionner. Certains ont avancé que le départ de Mme Woodworth serait lié à une mauvaise utilisation des fonds par elle ou son mari. Ce sont des calomnies et des affirmations injustes et irresponsables. En outre, tout conflit d'intérêts potentiel a été porté à l'attention du conseil d'administration, conformément à nos règlements. Au contraire, j'ajouterais même que, dans les dépenses que j'ai approuvées, Mme Woodworth a fait preuve de conservatisme et de prudence.

Il est compréhensible que la communauté de Concordia s'in-

terroge sur les récents événements et leurs possibles répercussions sur notre établissement. J'ai plusieurs raisons d'être optimiste quant à l'avenir de Concordia. Tout d'abord, les activités d'enseignement, de recherche et de service à la communauté se poursuivent sans changement ni interruption durant cette période de transition.

De plus, le conseil fait entièrement confiance à l'équipe de direction solidement en place ainsi qu'au corps professoral dont l'excellence a d'ores et déjà fait de Concordia l'un des premiers choix pour les étudiants et les professeurs.

Questions de gouvernance

Nous nous sommes engagés à aller de l'avant et à tirer parti de nos forces. Dans un marché qui se livre une concurrence féroce pour attirer les étudiants, recruter les professeurs et les administrateurs ainsi que pour financer la recherche, il est essentiel de pouvoir compter sur la bonne équipe de direction.

J'ajouterais que nous étudions depuis 18 mois les questions de gouvernance, lesquelles demeurent une priorité constante pour le Conseil.

Cette semaine, le comité exécutif du Conseil passera en revue les candidats pour le poste de recteur ou de rectrice inté-

maire, puis formulera une recommandation à l'ensemble du Conseil. Nous avons comme objectif que la personne choisie entre en fonction avant la fin du mois. Nous recherchons une ou un dirigeant qui saura mobiliser tous les membres de la communauté de Concordia afin de susciter l'enthousiasme et l'engagement nécessaires pour réaliser nos aspirations communes. Le recteur ou la rectrice intérimaire aura clairement pour mandat de poursuivre la mise en œuvre de notre cadre stratégique, en plus de réaliser des objectifs concrets au cours d'un mandat qui pourrait durer entre 12 et 18 mois.

En temps opportun, le conseil mettra également sur pied un comité de sélection qui établira tout d'abord le profil de notre prochain chef d'établissement. Durant ce processus, nous ferons appel à la participation active de tous les membres de la communauté de Concordia.

Entre-temps, je suis disposé à engager un dialogue constructif et je vous invite à me faire part de vos commentaires ou interrogations. Avec votre aide et votre soutien, Concordia poursuivra ses efforts afin de se classer parmi les universités généralistes les plus dynamiques du Canada tout en contribuant à l'avancement de la société et en demeurant un lieu d'étude, d'enseignement et de travail incomparable.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Reny (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Mungser (responsables du site internet), Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Émilie Parent-Bouchard et Étienne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophy Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Catherine Déziel, Amel Elinam, Veronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebaf (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Mathews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

OTTAWA

SUITE DE LA PAGE 1

Laurie Hawn qui a annoncé que 55 millions seraient utilisés pour l'agrandissement de trois pénitenciers en Saskatchewan et en Alberta (186 places).

Le ministre d'État Gordon O'Connor a pour sa part révélé l'octroi d'une subvention de 20 millions pour la construction d'une unité résidentielle de 50 places à l'Établissement Frontenac et de 50 autres places à l'Établissement Pittsburgh, en Ontario. Les travaux seront effectués entre 2012 et 2014.

Partout, le même message, livré dans les mêmes mots par les différents élus: le soutien à ces projets contribuera «à garder les criminels dangereux derrière les barreaux» et à «assurer la sécurité des rues et des collectivités canadiennes». Sous le «régime antérieur, un criminel violent condamné à une peine de neuf ans pouvait retrouver sa liberté après à peine trois ans passés derrière les barreaux s'il avait fait deux ans de détention préventive avant de subir son procès», une «situation inacceptable pour les Canadiens», selon les conservateurs. Des mesures sont donc prises pour que les «criminels paient leur dette en entier à la société».

La résultante de cette équation — les criminels doivent rester plus longtemps en prison — impose nécessairement des coûts supplémentaires (plusieurs milliards au final) et une augmentation des capacités carcérales des établissements canadiens. Dont acte. Service correctionnel du Canada prévoit que 2700 nouvelles places seront ajoutées dans les prisons au cours des prochaines années. Et le gouvernement se dit «fier d'être du bon côté dans ce dossier, soit celui des citoyens respectueux des lois et des victimes».

AIMANT

SUITE DE LA PAGE 1

eux pour la saison morte où, avec un peu de chance, ils iront de petit boulot en petit boulot.

Les parents de Lianda ont acheté une roulotte, il y a 15 ans, qu'ils ont installée dans un parc près de Corner Brook. C'est là que Lianda et ses enfants vont passer leurs vacances. «Nous, l'été, on fait le contraire des touristes. On part vers la grande ville la plus proche!», dit Lianda en souriant. Dans ce parc de roulettes se retrouvent plusieurs dizaines de Québécois de la Basse-Côte-Nord. «On veut se rapprocher des services», poursuit-elle. «Là, il y a une piscine pour les enfants, ce que nous n'avons pas chez nous. Et puis il y a un Walmart et des restaurants.»

L'Apollo a quitté la rade de Blanc-Sablon il y a une dizaine de minutes. Quand on pose le regard à l'ouest, on peut apercevoir l'île Greenly. Peu de gens savent que c'est là qu'avait atterri d'urgence le Bremen en avril 1928. L'équipage allemand tentait de réussir le premier vol transatlantique de l'Europe vers l'Amérique du Nord.

«L'Apollo, c'est notre liberté!», s'exclame Lianda, les yeux rives sur le grand large. C'est en fait la façon la moins coûteuse d'aller respirer l'air libre quand on habite la partie est de la Basse-Côte-Nord, c'est-à-dire les agglomérations de Bonne-Espérance et de Blanc-Sablon. «C'est un peu ironique que nous échappions à l'isolement en allant sur une île!», m'avait confié Serena Etheridge, responsable de la culture et du patrimoine à la Fondation Québec-Labrador.

Et Terre-Neuve, en plus de représenter un éventail de services et de commerces, offre maintenant des vols à prix raisonnables pour Halifax, Montréal, Toronto et les autres centres urbains. Alors que le prix des vols, côté québécois, est exorbitant et hors de portée de la plupart des bourses.

Terre-Neuve a gagné

«On remercie le gouvernement terre-neuvien de nous avoir enlevé le poids de l'isolement avec l'Apollo, mais aussi avec la Trans-Labrador Highway!», s'exclame Anthony Dumas, le maire de Blanc-Sablon. «En cinq ans, Terre-Neuve a ouvert une route de 400 kilo-

Si les intentions des conservateurs en ce sens sont connues depuis longtemps, les partis d'opposition n'ont pas manqué de réitérer hier qu'Ottawa fait à leur avis fausse route. «Le gouvernement construit des prisons pour des crimes qui ne sont pas rapportés», a ironisé sur les ondes de la CBC le critique libéral en matière de sécurité publique, Mark Holland. Il reprenait à l'envers une déclaration faite cet été par le ministre Stockwell Day. «Ce système de répression et d'incarcération a complètement échoué aux États-Unis, a-t-il dit. Les prisons sont devenues des usines à criminels. Les petits criminels qui arrivent là ressortent en grands criminels.»

En plus des prisons, les conservateurs ont aussi annoncé hier des investissements dans les pâtes et papiers (Christian Paradis à Matane) ou pour favoriser l'accès au marché du travail pour les jeunes (Tony Clement à Sunridge, en Ontario). Plusieurs autres événements du même genre sont prévus cette semaine un peu partout au Canada.

En soi, rien d'absolument inhabituel. Mais à l'approche d'une session parlementaire qui pourrait bien déboucher sur une élection printanière, la manœuvre dévoile que l'on s'active fort sur le terrain pour faire circuler les messages choisis. En coulisses, on prépare le volet financement de la campagne. John Baird tiendra une activité de financement avec plusieurs collègues ministres le mois prochain, et les libéraux ont prévu des soirées du même type.

Ignatieff... et Layton

Dans la foulée, Michael Ignatieff reprend la route demain pour tenter d'aller faire tourner le vent dans 11 circonscriptions actuellement détenues par ses adversaires. Reprenant la formule estivale qui lui a

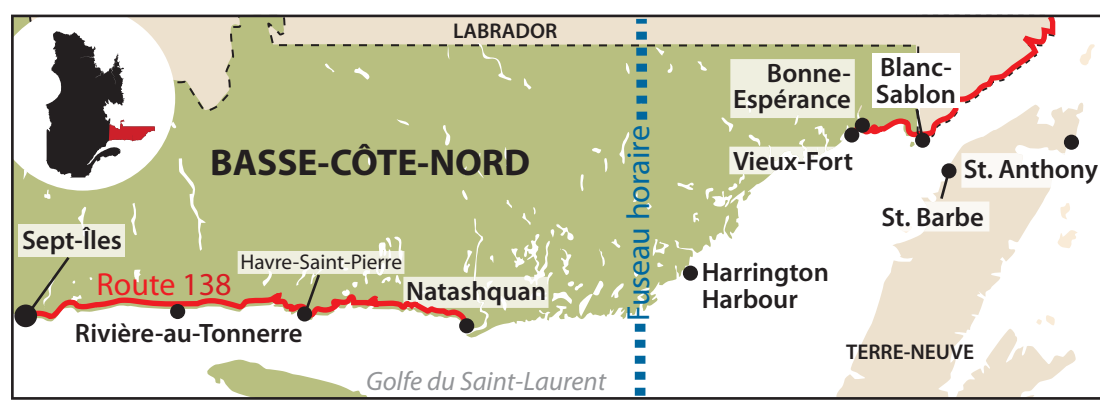
valu de bonnes critiques — mais pas beaucoup d'appuis dans les sondages —, M. Ignatieff sillonnera le Canada d'ouest en est. Il s'arrêtera notamment dans les circonscriptions de Jeanne-Le Ber (Thierry St-Cyr, Bloc québécois, élu avec une avance de 2,6 % en 2008), Ahuntsic (Maria Mourani, Bloc québécois, avance de 0,9 %) et Ottawa West-Nepean (John Baird, conservateur, 8,9 %).

M. Ignatieff passera la moitié de sa tournée dans le «Greater Toronto Area», région dont le vote sera crucial pour le prochain gouvernement. Les conservateurs pensent pouvoir ravir quelques circonscriptions aux libéraux, dont c'est le plus solide bastion. M. Ignatieff s'arrêtera également à Winnipeg, à Vancouver et en Acadie.

Mais contrairement à cet été, le chef libéral aura de la compagnie sur les routes canadiennes. En regardant dans le rétroviseur de son autobus, il pourra peut-être apercevoir le chef néo-démocrate, Jack Layton, qui entend lui aussi profiter de la pause parlementaire pour visiter des circonscriptions détenues par le NDP, ou dans la ligne de mire du parti. M. Layton part aujourd'hui à travers l'Ontario. Il ira ensuite à Terre-Neuve, puis fera un saut dans les provinces maritimes avant de revenir au Québec.

Tout le monde sera de retour à Ottawa le 31 janvier pour la reprise des travaux. Le budget devrait être déposé au début mars, ce qui pourrait amener une élection à la mi-avril. Si le gouvernement survit au vote sur le budget, il pourra vraisemblablement profiter d'une accalmie de quelques mois: cinq élections provinciales sont au programme entre le 3 octobre et le 7 novembre, dont celle de l'Ontario (6 octobre).

Le Devoir



FRANÇOISE ABBATE

mètres qui relie maintenant le Labrador à Baie-Comeau, en passant par Goose Bay. Tandis qu'ici sur la Basse-Côte-Nord, en trente ans, c'est de peine et de misère que Québec a réussi à ouvrir 50 kilomètres pour relier Vieux-Fort à Blanc-Sablon! C'est Terre-Neuve qui a gagné la bataille du désenclavement de cette immense partie de l'est du Canada. «On a beaucoup ri des Neufies, dit Dan Mauger, inspecteur municipal à Chevery. Mais aujourd'hui, on les jalouse un peu.»

«Je me sens plus terre-neuvienne que québécoise», affirme Odette Le Templier, une retraitée de la poste devenue animatrice-vedette de la radio communautaire de Blanc-Sablon. Elle fait fureur avec une émission quotidienne de «Neufie songs», comme elle dit, auxquelles se mêle un peu de country québécois.

Et ce sentiment d'appartenir davantage à Terre-Neuve qu'au Québec est partagé par un grand nombre de gens ici. À cause de la proximité géographique de Terre-Neuve, bien sûr. Mais aussi à cause de l'histoire. La plupart des villages de la Basse-Côte-Nord ont été peuplés à la fin du XVIII^e siècle par des pêcheurs terre-neuviens, d'origine anglo-normande, attirés par l'abondance de ses ressources marines. Enfin, à cause des strates de déception accumulées au fil des décennies à l'endroit de Québec. Les yeux, le cœur et le portefeuille des résidents de la Basse-Côte-Nord se tournent naturellement vers Terre-Neuve.

C'est ainsi que de nombreux jeunes de la partie est de la région, très majoritairement anglophone, préfèrent aller étudier à St. John's, la capitale de Terre-Neuve, plutôt qu'à Montréal, Québec ou Sherbrooke. C'est plus proche, plus économique et ils s'y

sentent plus à l'aise en raison de la langue. Dans le domaine de la santé, Terre-Neuve vient aussi à la rescousse. Il existe une entente interprovinciale qui permet aux résidents de la Basse-Côte-Nord d'aller se faire soigner à Terre-Neuve — plutôt qu'à Sept-Îles ou à Québec — quand le Centre hospitalier de Blanc-Sablon ne peut leur offrir les services que leur état requiert. L'hôpital de St. Anthony, sur la pointe nord de Terre-Neuve, accueille chaque semaine plusieurs patients venus de la Basse Côte-Nord.

«Et pourquoi on ne se sentirait pas plus terre-neuvien que québécois?», lance le maire Anthony Dumas. «À Québec, on nous dit de manger santé, d'accord. Mais les pommes du Québec ici sont hors de prix! Et d'où viennent nos œufs frais?», continue-t-il, et notre lait frais? Et nos poulets frais? De Terre-Neuve! Et qui achète notre poisson? Terre-Neuve!»

Accostage à St. Barbe. Piétons et véhicules sortent du ventre de l'Apollo, impatients. Lianda rêve déjà au hamburger qu'elle mangera au restaurant Jungle Jim's ce soir, même s'il lui reste encore quatre ou cinq heures de route pour atteindre Corner Brook. Son compagnon sera là demain. En attendant, elle ira magasiner chez Walmart, puis elle passera la nuit à son hôtel préféré, le Best Western qui surplombe Corner Brook. «De ma chambre, je peux voir les milliers et les milliers de petites lumières de la ville. Toutes scintillantes. C'est magique.»

Collaboratrice du Devoir

■ Demain: S'inventer un avenir

GRISÉ

SUITE DE LA PAGE 1

de vie riche en anecdotes qui cimentent désormais ce retour sous les projecteurs prévu le 10 février prochain au cabaret La Tulipe de Montréal. Le grefé de tête, le boxeur, l'assureur ou l'insolent du téléphone n'y seront pas.

«Ce n'est pas le retour de Paul Et Paul», résume Jacques Grisé derrière sa généreuse barbe devenue blanche. Le Devoir l'a rencontré la semaine dernière dans un café de Val-David, dans les Laurentides, où il vient de peaufiner son spectacle devant un vrai public avant sa première montréalaise. «C'est ma vie, mes souvenirs, mon passé. À cause de mon âge, je me suis rendu compte que j'avais vécu assez d'aventures amusantes pour monter un spectacle. Et c'est ce que j'ai fait.»

Le «Et» est catégorique, mais, on s'en doute, sa contribution au célèbre trio — qu'il a fondé avec son copain d'école Meunier, Thériault s'étant ajouté quelques mois plus tard — est à peine cachée dans cette proposition artistique où Grisé revient par exemple, et avec le sourire, sur un drôle d'abandon vécu au temps de Paul Et Paul.

Ça s'est passé en tournée sur la route de Chicoutimi. «On avait arrêté pour pisser, raconte Grisé. Serge et Claude sont repartis, pensant que j'étais dans l'auto, mais j'étais encore au bord de la route. Ils s'en sont rendu compte plusieurs kilomètres plus loin parce que je ne répondais pas aux questions qu'ils me posaient.» Une méprise étonnante, car, à l'époque, racontait le groupe dans ses spectacles, la «marina» était certes considérée comme «une drogue dangereuse», mais

c'était «au Vieux-Montréal» qu'il y avait «un drogué par personne!»

Le «Et» n'est pas rancunier, au contraire. Il avoue même 30 ans plus tard avoir survécu au drame urinaire en trouvant finalement sa voix à lui dans l'écriture de ce spectacle, simplement intitulé Grisé, et auquel il travaille depuis près de quatre ans. La comédienne Edith Cochrane, que Jacques Grisé a rencontré alors qu'il était traducteur pour le Sketch Show, une émission de gags populistes présentée sur les ondes de TVA, en assure la mise en scène. «Au temps de Paul Et Paul, dit-il, Pierre Meunier, le frère de Claude, m'avait dit un jour: "C'est intéressant, ce que tu fais, mais on dirait que tu n'as pas encore trouvé ton affaire à toi". Ça a été long, mais je crois y être arrivé.»

De l'absurde à la psychologie

De conjonction entre deux éléments, Jacques Grisé assure être devenu aujourd'hui un attribut à part entière, un «conteur» aussi qui se serait un peu éloigné de l'absurde — la marque de commerce du trio ricanant — pour se rapprocher de la psychologie des rapports humains. En gros. «J'aime décoder les gens et disséquer les rapports interpersonnels, dit-il. J'assume aussi plus ce que je fais aujourd'hui, j'ai moins peur du regard et du jugement des autres. J'ouvre la valve, et ce que j'ai à raconter sort tout seul.»

L'homme le prouve en entrevue en s'avançant un interlocuteur ultra-volubile capable d'évoquer en rafale, et avec maintes parenthèses verbales, sa rencontre avec une psychothérapeute spéciale, la libido des autres, son travail de chercheur à l'émission de Sonia Benezra et ses années au défunt magazine Croc — il a été au comité de rédaction. Il assure également qu'il va garder le rythme sur scène avec son spectacle en forme d'incursion dans les

différentes strates de sa vie, dans son enfance, dans son amitié avec le Marcel Béliveau de Surprise sur prise, mais également dans sa passion pour les Monty Python — la référence comique britannique — et qui, en cours de spectacle, l'amène à se présenter, dans une proposition plutôt absurde, comme le sosie de Mike Jagger, oui, le chanteur babin des Rolling Stones.

«C'est certainement la partie du spectacle qui est la plus proche de l'univers de Paul Et Paul», dit Grisé qui entretient cette nouvelle aventure comme une sorte de thérapie par le show, une renaissance sur planche, après des temps émotivement difficiles. Depuis deux ans, le comique qui s'est séparé de «l'amour de sa vie», dit-il, essaye en effet de faire le deuil de 23 ans de vie commune: une mise en abyme qui n'est d'ailleurs pas étrangère à la mise en danger induite par ce retour sur scène, avoue-t-il.

Introspectif, émotif et bavard, Jacques Grisé conserve toutefois de son rôle de trait d'union, entre Meunier et Thériault, cet esprit très Paul Et Paul qui savait si bien conjuguer l'art de faire rire sans jamais se prendre au sérieux. L'affiche de son spectacle, conçue pour attirer le chaland vers le cabaret La Tulipe les 10 et 11 février prochains, concentre le tout avec un cliché croqué dans une ruelle de Montréal où Grisé s'expose, l'air sérieux, en costume blanc les deux pieds dans une poubelle. Au bas, en petit format, une simple mention: «le Et de Paul Et Paul». «C'est plein de dérision, et c'est ce que je voulais, dit-il. C'est un peu comme ma vie: un gars dans la "marde" qui se voit plus grand qu'il est, mais qui reste noble face à l'adversité.»

Le «Et» est en mutation, mais il ne cherche finalement pas à se prendre pour un autre.

Le Devoir

TUCSON

SUITE DE LA PAGE 1

écrit Joel Meares dans un texte intitulé «La politique débute au premier coup de feu» publié sur le site de la très sérieuse Columbia Journalism Review (CJR), haute autorité en matière d'analyses des médias. «Par exemple, l'empressement de la part de pratiquement tous les secteurs médiatiques à associer les actions du jeune de 22 ans Jared Lee Loughner à la rhétorique politique surchauffée observée au cours des débats sur la réforme des soins de santé en 2009, aux élections de mi-mandat de novembre 2010. Ou l'empressement à voir ces deux faits comme inextricablement liés.»

Le commentateur Keith Olbermann a développé la thèse «contextualiste» dès samedi soir à son émission Countdown. «Il faut baisser les armes et arrêter de cibler les opposants», a-t-il dit sur les ondes de MSNBC. Le shérif du comté de l'Arizona où a eu lieu la tuerie a répété à peu près le même argument en parlant d'un contexte politique vitriolique. Un panel d'universitaires québécois reprenait le thème hier matin à la Première Chaîne de Radio-Canada, affirmant à son tour que le ton de la droite (surtout du Tea Party lié à Sarah Palin) peut être montré du doigt.

Des réseaux comme Fox News n'arrêtaient pas de diaboliser l'administration Obama et de démoniser les démocrates. Une part de l'électorat doit bien être perméable au discours franchement haineux qui dépeint le président comme un dictateur, tout en faisant l'impasse sur le débat concernant la libre circulation des armes à feu, par exemple.

Seulement, encore une fois: ceci explique-t-il cela? La recherche d'une cause, psychologique, sociologique ou anthropologique, pourquoi pas, semble parfaitement louable. Il faut bien tenter de comprendre l'incompréhensible, de donner un sens à l'insensé.

Les tueries s'avèrent hyperchargées symboliquement, idéologiquement et politiquement. Des livres et des colloques entiers proposent des lectures féministes (ou antiféministes) de la tragédie de Polytechnique. Une chroniqueuse du Globe & Mail a lié analytiquement la plus récente tuerie de Dawson au climat politolinguistique du Québec séparatiste.

Conclusions prématurées

Dans ce nouveau cas américain, si le contexte social global s'envenime, les motivations profondes du probable responsable demeurent d'autant plus nébuleuses qu'il refuse de coopérer. Le FBI continue à passer le peigne fin dans la vie du jeune accusé qui a comparu hier. Les enquêteurs fédéraux n'ont découvert jusqu'à maintenant aucun lien avec des groupes extrémistes, ni aucune organisation haineuse. Cela viendra peut-être, mais, pour l'instant, ses anciens collègues de classe le décrivent comme un outsider, un asocial paranoïaque et délirant.

Chose certaine, Jared L. Loughner en a contre «le gouvernement» sans toutefois figer cette haine fanatique à droite ou à gauche. Il croit que Washington a télécommandé les attentats du 11 septembre 2001. Il défend aussi l'idée délirante que les élites mondiales veulent imposer une monnaie unique pour mieux contrôler le monde. Dans une référence qui lui est attribuée, il dit admirer Mein Kampf comme Le Manifeste du parti communiste.

«Il semble prématuré de sauter aux conclusions à propos de ce crime, sans parler des motifs politiques ou autres», résume encore la CJR. Cette position prudente, patiente, n'exclut pas d'arriver à établir un lien: elle demande seulement de laisser un peu de temps avant de statuer avec autant d'assurance. Pas bête.

De toute manière, maintenant que le mal est fait, chacun va tenter de tirer profit (ou de ne pas trop perdre) des conséquences de cet épouvantable drame. Le président reste digne et au-dessus de la mêlée idéologique. Par contre, la républicaine extrémiste Sarah Palin, possible candidate à la présidence l'an prochain, va devoir enterrer le fait indéniable qu'elle ciblait littéralement la députée abattue dans une carte recensant des candidats démocrates à écarter. La carte a été retirée de son site depuis.

Que ceci explique ou non cela, c'était vraiment mal trouvé. «Si un musulman de Detroit avait publié une carte sur le Web avec des croix ciblant 20 comtés et qu'une tuerie en ait frappé un, où se serait-il assis en ce moment?», a d'ailleurs demandé malicieusement le cinéaste engagé Michael Moore sur son compte Twitter.

Le Devoir

Au banc des accusés

Jared Lee Loughner, le jeune homme accusé d'avoir ouvert le feu samedi sur vingt personnes lors d'une réunion publique à Tucson, dans l'Arizona, a comparu hier devant le tribunal de Phoenix. L'avocate Judy Clarke a été chargée d'assurer sa défense. Elle a déjà défendu Timothy McVeigh, auteur de l'attentat d'Oklahoma, en 1995, de même que Ted Kaczynski («Unabomber»), l'homme qui a envoyé des colis piégés pendant près de vingt ans avant son arrestation en 1996.

Jared Lee Loughner n'a pas fait de déclaration hier, mais a répondu d'une voix forte aux questions qui lui étaient posées, se penchant vers le microphone pour dire qu'il avait bien compris les charges portées contre lui. Il fait face à cinq chefs d'accusation. Le juge Lawrence Anderson a fixé au 24 janvier l'audience préliminaire au procès.

Jared Lee Loughner pourrait être passible de la peine de mort s'il est reconnu coupable du meurtre d'employés fédéraux; un juge, John Roll, et un jeune collaborateur de la représentante démocrate Gabrielle Giffords, Gabriel Zimmerman, figurent parmi les six personnes abattues.

Mme Giffords, à une balle à atteindre dans la tête, est toujours à l'hôpital, dans un état critique, mais stable. — Reuters et AFP

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390